NUMERO 657 PRIX : 10 F FEVRIER 1980

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Pour faire échec à la recolonisation

JOIGNONS NOS EFFORTS A CEUX D'A.I.C.F.

(Action Internationale Contre la Faim)

De l'aide à la recolonisation, tel était le titre d'un ouvrage, déjà vieux de huit ans, que Tibor Mende, le grand spécialiste des problèmes du Tiers et du Quart-Monde avait consacré à l'« échange inégal » entre les pays économiquement avancés, industriels et à hauts revenus et les pays ex-coloniaux, arriérés et pauvres.

Depuis cette date, la situation n'a fait qu'empirer et, tout récemment, dans la conclusion de sa *Pensée anticoloniale,* Ch. A. Julien corroborait l'analyse de Tibor Mende : « Que le monde soit capitaliste ou communiste, il pratique une politique aussi égoïste, si ce n'est plus que le colonialisme de jadis ». Et il poursuivait : « Le monde des nantis ne trouve pas les moyens, par des sacrifices qui ne l'épuiseraient point, de sauver les milliers d'enfants qui meurent, chaque jour, de sous-nutrition... Mais que compte le long thrène d'agonie des populations sahéliennes aux prix des exigences financières qu'impose l'emploi des équipements militaires nécessaires à la politique dite de soutien ? Une idéologie humaniste incapable d'être humaine et une idéologie communiste dont le social est le moindre souci, annulent les progrès qu'on eût pu attendre de la décolonisation ».

***

« Contre l'extermination par la faim de la moitié du monde, soutenons la lutte des radicaux italiens. » C'est par ce trop modeste appel que se terminait la *R.P.* d'août-septembre dernier. Mais nous venions de boucler le numéro, lorsque avait paru, dans *Le Monde* du 14 septembre, l'article de Maria-Antonietta Macchiocchi : *Sauver les condamnés à mort* — entendez les dizaines de millions d'individus qui meurent de faim chaque année (50 millions, dont 17 millions d'enfants pour la seule année 1979).

Ancienne militante et député du P.C. italien, dont elle était l'« enfant terrible » et finit par se faire exclure en 1977, M.-A. Macchiocchi est l'auteur de

DANS CE NUMÉRO :

toute une série d'ouvrages remarquables (*Lettres de l'intérieur du Parti, De la Chine, Pour Gramsci, Après Marx Avril*, etc.). Professeur à l'Université de Vincennes, elle a animé un séminaire de recherches sur l'histoire du fascisme. On ne s'étonnera pas qu'elle ait rejoint cet extraordinaire petit parti radical italien, dont Guilloré, dans ces colonnes, en février 1979, saluait la vitalité révolutionnaire et l'internationalisme authentique. Elle le représente au Parlement européen de Strasbourg.

Son article sur le problème de la faim, elle l'avait écrit au retour de Montréal où, avec Marco Pannella, le leader du parti, et deux autres de ses collègues, elle venait d'assister à la cinquième session du Conseil mondial de l'alimentation des Nations-Unies. Tous quatre revenaient écœurés de ces palabres, consternés par le pharisaïsme des nantis. Celui des pays capitalistes qui ne donnent qu'à contre-cœur et au compte-gouttes. Mais aussi celui des pays prétendument socialistes qui refusent de donner, sous prétexte que l'aide internationale ne peut être qu'une forme déguisée de vassalisation des pays sous-développés par le capitalisme. Marco Pannella n'avait d'ailleurs pu se retenir de leur lancer à la figure : « Nous estimons qu'il n'est plus possible de vivre dans un monde où la civilisation nous dicte le dogme selon lequel la vie est sacrée, tandis que nous vivons dans une année de génocides qui sont certainement les plus importants que cette civilisation ait connus, y compris ceux qui ont eu lieu du fait du nazisme et du stalinisme. »

C'est pourquoi M.-A. Macchiocchi annonçait l'intention des radicaux italiens, pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs, de susciter un débat sur ce drame de la faim tant au Parlement italien, dont ils avaient réclamé et obtenu une convocation extraordinaire, qu'au Parlement européen de Strasbourg.

Le débat de Strasbourg fut précédé d'une conférence de presse à laquelle, aux côtés de Marco Pannella et de M.-A. Macchiocchi, participèrent Jacques Attali, Bernard-Henri Lévy, Roger Garaudy et Susan George, l'auteur du livre fameux *Comment meurt l'autre moitié du monde*. Des propositions y furent faites, à partir desquelles on élabora des amendements destinés à concrétiser le texte de la résolution qui serait soumise à l'Assemblée. Ils prévoyaient, entre autres, la rédaction d'une Charte des droits économiques de l'homme et d'un *Livre blanc* sur la faim dans le monde, la création de commissions d'enquête sur l'activité des multinationales, la constitution de « brigades internationales de la faim », etc.

Hélas ! Reporté à la séance finale, le débat se déroula dans la nuit du 25 au 26 octobre et fut escamoté de façon si odieuse que le correspondant du *Figaro* lui-même devait stigmatiser l'« attitude proprement scandaleuse » de l'Assemblée qui, en l'occurrence, s'était « déconsidérée ».

Les radicaux italiens n'ont pas baissé les bras pour autant. Ils ont exigé qu'un nouveau débat se déroule à Strasbourg en février. Mais ils ont tiré la leçon du « sabordage » du précédent débat. Et, dans un nouvel article du *Monde* (11-12 novembre), M.-A. Macchiocchi a proposé la création d'un organisme du type d'Amnesty International pour « enquêter, témoigner, intervenir... à partir de quelques cas précis de pays ravagés par la famine... [en dehors] de toute subordination aux pouvoirs politiques de l'Ouest comme de l'Est ». Sans négliger la pression qu'il conviendrait d'exercer sans relâche sur les responsables de tous ordres, elle faisait prioritairement appel à l'action directe et immédiate « des citoyens eux-mêmes, de tous les individus de bonne volonté ».

Le 26 novembre, le professeur Kastler, entouré de M.-A. Macchiocchi, J. Attali, B.-H. Lévy, Philippe Sollers, Marek Halter, annonçait la création du comité *Action internationale contre la faim* et présentait sa charte (1).

Comité décentralisé et apolitique, A.I.C.F. se propose deux objectifs : la sensibilisation de l'opinion publique européenne au drame de la faim et le secours immédiat et ponctuel aux victimes des famines. Ses comités locaux, constitués dans le plus grand nombre possible de communes, adopteront chacun une ville ou un village du Tiers-Monde particulièrement frappé par la malnutrition. Ils mettront sur pied un secours alimentaire par voie de collecte en argent ou en nature et enverront sur place des « brigades alimentaires et sanitaires » pour contrôler la bonne distribution des secours et faire une étude sur le terrain des besoins locaux.

Des comités locaux d'A.I.C.F. ont déjà été créés à Paris, Caen, Metz, Nancy, Strasbourg, Avignon, Marseille, Montpellier et Pau. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de l'action ainsi engagée — souhaitant qu'ils soient le plus nombreux possible à participer à l'activité de ces comités locaux, voire à prendre l'initiative de leur fondation.

(1) L'adresse du siège central d'A.I.C.F. est 13, rue d'Uzès, Paris (2e).

LISTE ACTUELLE DES SECTIONS FRANÇAISES D'A.I.C.F.

PARIS	Patrick SIEGLER-LATHROPE 12, place Vendôme - Tél. 260-34-01
CAEN	Dominique NUGUES 46, rue Desmoueux, 14000 CAEN
METZ	Mme WITTMAN Mairie de Metz, 57038 METZ CEDEX - Tél. 16 (87) 76-91-00
NANCY	Mme WORMS 8, rue Glacis, 54000 NANCY
STRASBOURG	Mme GOEME 6, rue du Marché, 67000 STRASBOURG
AVIGNON	M. QUIQUEREZ, place de la Pastière, 84470 CHATEAUNEUF-DE-CADAGNE
MARSEILLE	Pierre AGARRAT 12, rue Arnaud, 13007 MARSEILLE - Tél. 91-18-26
MONTPELLIER	Daniel BENASSAYA Le Parc des Arceaux, Bât. A 3 rue Fabri-de-Paresc, 34100 MONTPELLIER - Tél. 16 (67) 54-51-95
PAU	M. LAFOURCADE 33, rue Louis-Barthou, GELOS, 64110 JURANÇON - Tél. 16 (59) 27-13-39.

LE CHOIX INTERNATIONALISTE

Nous sommes à une époque où les mots perdent leur sens quand ils ne se mettent pas à signifier le contraire de ce qu'ils avaient toujours signifié. Cette corruption du langage n'est que le reflet de la corruption des concepts, des idées et des pratiques correspondantes. Quand le mot trahit son sens, il y a mensonge dans l'expression de la pensée et trahison dans l'action. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous dénonçons cette corruption, cette hypocrisie du langage. Découvrir le mensonge dans les mots du discours, c'est déjà faire besogne de clarification et de redressement.

Le mot « internationalisme », un de ceux qui nous ont le plus exaltés et qui revient encore souvent dans nos propos, est l'exemple du mot qui a été détourné de son sens au point qu'il en est venu à trahir l'idée qu'il recouvrait. C'est ainsi que, quand les dirigeants du P.C.F. eurent approuvé l'occupation de l'Afghanistan par l'armée dite soviétique, le journal « Le Monde » donna pour titre à son article : « *Le P.C.F. retourne à l'internationalisme* » (!). Donc pour ce grand journal, approuver l'ingérence militaire d'une puissance sur-armée dans un pays dont le gouvernement ne lui convenait pas (ou ne lui convenait plus), c'était être internationaliste ! Tandis que, sans doute, les partis communistes italiens et espagnols qui s'en tenaient au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne l'étaient pas !

L'internationalisme qui fut toujours le sentiment et la pratique d'une solidarité réelle, effective avec les peuples et les personnes par-delà les frontières nationales (sans méconnaître les différences entre les habitudes, les mœurs et les religions), l'internationalisme donc se dégradait en soutien de la politique militaire d'un Etat. C'est à l'ombre des tanks de cet Etat estimé « progressif » que l'on était internationaliste ; que, selon « Le Monde », on retournait à l'internationalisme !

Ce retour incomplet au soutien inconditionnel de l'URSS, ce n'était même pas le retour à un semblant d'internationale communiste, puisque d'autres partis communistes, et parmi les plus importants désapprouvaient l'action militaire de l'URSS contre l'Afghanistan. C'était seulement l'expression outrée d'un nationalisme et d'un militarisme que l'on admire chez un autre après s'en être fait les champions dans son propre pays. C'était purement et simplement un retour au stalinisme.

L'action corruptrice des staliniens ne s'exerce pas seulement dans les mots. Mais elle s'y exerce en même temps que dans la pratique politique, dans le but évident et atteint quelquefois de « faire prendre des vessies pour des lanternes ». Ils ont même cru devoir ajouter au mot « internationalisme » l'adjectif « prolétarien ». L'imposture est plus grande encore. Les prolétaires de tous les pays que Marx appelait à s'unir à la dernière ligne du *Manifeste Communiste* ne se retrouvent que comme victimes dans cet « internationalisme prolétarien » qui consiste uniquement à soutenir, dans tous les pays, la politique du gouvernement de l'URSS. Contre elle aussi, les prolétaires de tous les pays ont à s'unir pour défendre leurs droits.

C'est le choix internationaliste que nous avons fait. On nous dira de regarder le monde tel qu'il est : affrontements de deux blocs dominateurs ; guerres locales entretenues par les deux grands ; dans chaque pays, violences et répressions quand ce n'est pas guerre civile ouverte par fanatisme religieux ; guerres tribales dans l'Afrique noire « libérée » ; partout, exaltation des égoïsmes nationaux. Où est l'internationalisme ? Il faut bien admettre que, sur ce point fondamental, notre idéal est notre but se sont éloignés jusqu'à être perdus de vue par beaucoup d'hommes de bonne volonté. Pourtant, l'esprit internationalisme survit, s'affirme et s'élargir dans des minorités agissantes de tous les pays : unification des revendications syndicales pour le droit au travail et la réduction du temps employé au travail socialement utile ; lutte pour l'égalité des droits ; batailles internationales écologistes pour la protection de la nature et contre le productivisme aveugle associé au gaspillage ; fraternité active avec les peuples et les hommes d'un autre niveau économique et culturel ; lutte contre la faim ; solidarité avec toutes les victimes des guerriers, des bourreaux et des tyrans.

Il n'est pas vrai que de tous ces cris ne se dégage pas une sorte de clameur universelle. Il n'est pas vrai qu'elle soit inefficace. Elle ne l'est pas quand elle suscite des actions réelles contre les effets les plus inhumains de l'organisation actuelle du monde (ou sa désorganisation). Elle ne le sera pas, si elle est suffisamment forte, contre la folie d'une troisième guerre mondiale.

Sur ce point, on nous objecte souvent qu'il y a deux camps dans le monde, et qu'il faut choisir le sien. Nous avons choisi le nôtre, le troisième camp des oppositions qui s'expriment dans tous les pays, inégalement, mais dans tous les pays. L'unisson de leur voix n'est pas couvert par les fracas, et c'est une internationale que cette voix chante ou qu'elle crie.

Nous n'avons pas d'autre détermination que d'y joindre notre propre voix. De jeunes militants devraient venir la soutenir, pour la liberté et le bien-être de tous les opprimés et exploités d'aujourd'hui. Les héritiers frauduleux d'une doctrine qui se voulait libératrice ont tué l'Internationale. Vive l'Internationale !

R. GUILLORÉ.

« Je ne suis ni un homme de Parlement ni un homme de gouvernement et encore moins un homme d'Etat. Je suis un militant de la classe ouvrière et je n'ai qu'une espérance, celle que le jour où je mourrai, les ouvriers puissent dire : un des nôtres est mort, quelqu'un qui sentait comme nous, quelqu'un qui luttait avec nous, quelqu'un qui ne nous a jamais abandonnés. »

Pietro NENNI
(mort le 1er janvier 1980).

PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

Le parti radical italien ou le sel de la terre

Je souhaite que beaucoup d'entre vous aient pu assister, mardi dernier 12 février, à l'interview de Marco Pannella, le leader du parti radical italien, par J.-L. Servan-Schreiber, dans le cadre de son émission *Questionnaire* à TF 1.

Pour tous ceux qui en ont « ras le bol » des jeux politiciens et des socialismes frelatés, ce fut certainement une belle fête. Une sorte de réponse au beau discours d'Ignazio Silone, *Les vaincus invincibles*, prononcé au Vel' dHiv' en avril 1949 : « Ceux qui garderont intacte au fond de leur âme la foi dans les principes sacrés de la vie seront les plus forts. Leur voix sera étouffée, ils seront jetés en prison... [mais] en définitive ce seront eux les vainqueurs... Ce sera encore une fois la revanche d'Athènes et de Jérusalem, la revanche de l'esprit qui soumet l'Empire, la revanche de la vie sur la force brutale et sur la mort ».

Marco Pannella est à la fois l'héritier du conservatisme intelligent de Montesquieu et de Tocqueville, de l'individualisme plébéien de Proudhon et d'Alain, du recours à l'action directe non violente de Gandhi et de Martin Luther-King.

Vraiment le parti radical italien est un parti à part — un parti radical, au sens initialement très fort de ce terme, sens qu'il a toujours conservé dans les pays anglo-saxons... et qu'il retrouve actuellement en Italie. C'est en fait un parti libertaire et internationaliste, auquel adhère qui veut — la différence de nationalité ne constituant aucune barrière à l'adhésion. C'est ainsi que certains militants du mouvement écologiste *La Gueule ouverte* ont leur carte du Parti radical italien.

Le secrétaire général de ce parti est d'ailleurs un Français, Jean Fabre. Sur son insoumission, les autorités françaises fermèrent longtemps les yeux, lorsqu'il se rendait d'Italie en France. Elles se décidèrent, malgré tout, à l'arrêter, à l'automne dernier. C'est précisément ce que recherchait Jean Fabre et cette arrestation permit à Pannella, soutenu par le M.R.G. français de tenir à la Mutualité un grand meeting où il prit la défense des insoumis. Finalement le tribunal militaire jugea plus sage de considérer Jean Fabre comme dégagé de toutes obligations militaires.

A ceux qui désireraient posséder le texte intégral de l'interview, je conseille d'écrire à :

TF 1 Emission *Questionnaire* - B.P. 104
75825 Paris Cedex 17

en joignant à la demande du texte un chèque barré de 10 F. Je crois qu'ils ne le regretteront pas.

Le boycottage des Jeux Olympiques

Que d'encre et de salive a fait couler la décision du Président Carter de boycotter les Jeux de Moscou ! On se demande s'il faut s'y rendre ou ne pas s'y rendre ; on pèse le pour et le contre, comme l'a fait Jean Daniel dans *Le Nouvel Observateur* du 28 janvier. Et je confesse avoir, comme lui, beaucoup hésité. Si ce boycottage allait aggraver « le complexe obsidional et le nationalisme ombrageux » des peuples de l'U.R.S.S. ? S'il allait pousser ce quarteron de généraux, qui, peut-être, guettent dans l'ombre la mort de Brejnev, à jouer la carte folle d'un coup d'Etat militaire et de l'apocalypse nucléaire ?

Malgré tout, si bornés que soient certains militaires, il est douteux qu'ils prennent un pareil risque. Il fallait la folie d'un Hitler pour jouer à tout coup le quitte ou double. Encore tablait-il sur le perpétuel aplatissement de l'Angleterre devant chacun de ses coups de force et, après que ses dirigeants furent entrés à reculons dans la guerre, sur la signature d'une « paix blanche » avec elle, au lendemain de l'écrasement de la France. C'est, au demeurant, cette illusion qui l'a conduit à l'erreur fatale qu'avait déjà commise Guillaume II et qu'il lui avait reprochée précisément dans *Mein Kampf* : contraindre l'Allemagne à se battre sur deux fronts, à la fois à l'Ouest et à l'Est. Car la signature du pacte germano-soviétique d'août 1939 ne l'avait pas fait renoncer au rêve allemand séculaire du « Drang nach Osten ».

Je fais donc le pari que, s'il y a de toute évidence reprise de la guerre froide, les dirigeants américains et soviétiques sauront marcher avec suffisamment d'acrobatie sur le fil du rasoir. Ce postulat admis, il m'apparaît logique de penser que puisque « l'identité écrasante des moyens utilisés par le fascisme et le communisme a fini par faire complètement oublier la différence de leur fin » (Jean Daniel dixit), il convient de ne pas sombrer dans l'angélisme que, sous le nom de politique d' « apaisement », pratiqua jadis Neville Chamberlain, entraînant dans son sillage des dirigeants français complices ou pusillanimes.

Il faut savoir donner à temps le coup d'arrêt qui permet d'éviter les catastrophes futures. Que de millions de vies humaines auraient été sans doute épargnées, si au moment de la réoccupation de la Rhénanie par Hitler en mars 1936, les troupes françaises étaient intervenues. On sait aujourd'hui que, si cette riposte avait eu lieu, les troupes allemandes se seraient immédiatement repliées sur la rive droite du Rhin. Le régime nazi, qui n'avait alors que trois ans d'âge, aurait-il pu survivre à une telle humiliation ?

Je me suis apparemment éloigné de la question des Jeux Olympiques. Pas tellement en fait. Les pires despotes sont friands de brevets de respectabilité. Que n'auraient pas fait Mussolini pour obtenir de Pie XI la signature des accords du Latran et Hitler celle du Concordat allemand de juillet 1933, véritables auréoles pour leur régime respectif ? Quitte à serrer ensuite la vis aux catholiques italiens ou allemands assez benêts pour avoir eu foi en leurs promesses ! C'est dans le même esprit que le général Videla devait faire le voyage de Rome, pour parader aux côtés de feu Jean-Paul I[er], lors de son couronnement.

Les Jeux Olympiques peuvent être aussi considérés comme une sorte de brevet laïc de respectabilité. Réfléchissons un instant à ce qu'aurait signifié pour

l'Allemagne nazie le boycottage des Jeux de Berlin en 1936. C'eût été la plus spectaculaire des mises en quarantaine qui pût être imaginée. Le Président Roosevelt, qui n'eut jamais la moindre illusion sur le régime hitlérien, aurait pu le proposer, si l'opinion américaine, à cette époque, n'avait été submergée par la vague d'isolationnisme qui poussa le Congrès à voter les lois de neutralité des années 1935 à 1937. Car qui d'autre aurait pu le faire ? Certainement pas l'Angleterre où le conservateur Baldwin pratiquait déjà la politique d' « apaisement » que son successeur Chamberlain allait porter à son apogée au moment de Munich ! Et pas davantage la France où le gouvernement de Front populaire de Léon Blum se sentait obligé de « marcher sur des œufs », de crainte qu'un quelconque Weygand — voire un des deux maréchaux de France encore en vie, Franchet d'Esperey ou Pétain — ne fût tenté de se lancer dans un pronunciamento analogue à celui de Sanjurjo, Mola et Franco. On alla donc à Berlin, et on s'y laissa éblouir à la fois par les exploits des athlètes et par les grandioses réalisations du régime, au moment où les adversaires du nazisme croupissaient en masse dans les prisons et les camps. Hitler pouvait se frotter les mains : ce flux de touristes émerveillés, ç'avait été ses « otages ». Il les avait « eus » tous et bien « eus » ! On connaît malheureusement la suite. Il faudrait tout de même que les leçons du passé servent à quelque chose.

Dans un article du *Matin* (2 février), l'ami Manceron prétend que « quelle que soit la lourdeur de ses pavés, l'ours n'est pas un vampire, et la patrie de la révolution d'Octobre n'est pas celle du nazisme ». Allons donc, Manceron ! Il y a beau temps que la révolution d'Octobre a été assassinée par « Czar Staline », comme disaient Monatte, Rosmer et Louzon. Et le « dégel » amorcé par le bonhomme Krouchtchev, ce « paysan du Don » n'a duré que l'espace de quelques printemps. Où voyez-vous encore la révolution d'Octobre ? Dans la gérontocratie du Politburo ? Dans une bureaucratie et une police qui constituent le plus parfait héritage du tsarisme ? Dans cette clique de militaires qui, peut-être, poussent Brejnev à risquer la guerre et peuvent rêver de lui succéder ?

Non, la politique étrangère des actuels dirigeants de l'U.R.S.S. n'est pas plus une politique socialiste que la conquête napoléonienne n'était une « croisade révolutionnaire ». Certes, un réactionnaire fieffé comme Metternich pouvait considérer Napoléon comme un « Robespierre à cheval ». Mais Beethoven ne s'y trompait pas, qui avait biffé rageusement la dédicace au Premier Consul de sa « Symphonie héroïque », lorsque celui-ci s'était fait sacrer Empereur.

Ne nous laissons pas impressionner par les déclarations bêtifiantes du Comité international olympique, qui, obnubilé par des considérations techniques à bien courte vue, prêche désespérément que le sport et la politique ne doivent pas interférer. Le sport des Jeux Olympiques est, en tout état de cause, bien suspect. On appelait cela autrefois de l' « amateurisme marron ».

Il y aurait bien évidemment, à la rigueur, ce que j'appellerais la « solution Pannella ». On irait à Moscou pour y manifester sa solidarité avec les dissidents et y condamner l'impérialisme russe. On vous emprisonnerait alors, ou on vous internerait, et cela sensibiliserait l'opinion mondiale. Mais n'est-ce pas là utopie ? Tout d'abord, on épluchera les visas d'entrée et sans doute aura-t-on assez d'esprit pour reconduire à la frontière, sans les malmener de façon excessive, les contestataires étrangers.

Il vaut donc mieux, à mon sens, ne pas aller à Moscou. De toute feçon, ce sont les dissidents soviétiques eux-mêmes, un Andréi Sakharov ou un Alexandre Zinoviev qui nous conjurent de pratiquer ce boycottage. Ne sont-ils pas un peu orfèvres en la matière ?

SANTEUIL.

NOS REUNIONS EN PROVINCE

Pour le dimanche 30 mars, entre Toulouse et Bordeaux, amis du Sud-Ouest, choisissez !

De même qu'elle a retenu la suggestion de Louise Cazaubon de fonder une association *L'Amitié Monatte, Rosmer et Louzon* — l'éditorial de notre prochain numéro y sera consacré — la réunion du 9 février de l'Union des Syndicalistes a été d'accord pour la tenue de réunions régionales des abonnés et sympathisants de la R.P.

Puisque c'est Louise Cazaubon qui est à l'origine de ce projet, je propose que la première de ces réunions rassemble nos amis du Sud-Ouest.

La date du dimanche 30 mars vous conviendrait-elle ? Sinon, quelle autre proposeriez-vous ?

En ce qui concerne le lieu de la réunion, nous avouons hésiter entre Toulouse et Bordeaux. Certes, nous avons beaucoup plus d'abonnés dans la Gironde que dans la Haute-Garonne.

Mais notre vétéran Ferdinand Charbit demeure à Toulouse et le choix de cette ville constituerait le témoignage amical de notre reconnaissance pour la place éminente qu'il a tenue dans la vie de la R.P.

LE BANQUET DU 55e ANNIVERSAIRE DE LA R.P.

La réunion du 9 février de l'Union des Syndicalistes a décidé d'en repousser la date au *DIMANCHE 27 AVRIL.*

Ce délai de quelques semaines nous est en effet nécessaire pour approfondir nos contacts avec les jeunes camarades et les militants des autres organisations que nous intéressons à nos efforts, notamment l'A.I.C.F. à laquelle est consacrée l'éditorial de ce numéro.

Une légère ombre au tableau. La participation de l'ordre de 60 F annoncée dans la R.P. de janvier va devoir être révisée en hausse. Il ne nous sera sans doute guère possible de nous en tirer à moins de 70 F (minimum) par convive.

Néanmoins l'importance de cette réunion compensera largement, nous en sommes sûrs, ce supplément de sacrifice pécuniaire demandé à nos amis.

Faites-nous savoir, au plus tôt, si vous comptez être des nôtres le 27 avril.

ATTENTION ! DANGER !

On aura vu, d'autre part, les commentaires relatifs aux récents événements internationaux qui ont provoqué une recrudescence des querelles qui divisent le monde ouvrier depuis l'échec électoral de mars 1978. On en est maintenant aux invectives et aux injures ce qui n'est pas pour arranger les choses. Et ce qui est grave, c'est que l'accentuation de cette discorde se répercute dans les centrales syndicales qui voient, tout comme les partis, leurs effectifs, gagnés par le découragement et la désespérance, s'amenuiser progressivement, tandis que, dans le même temps, la crainte du chômage grandissant émousse la combativité ouvrière.

Dans ce contexte, il importe d'attirer l'attention des militants sur les dangers d'une situation sociale qui tend à se détériorer de plus en plus et d'un relâchement de notre vigilance pour la sauvegarde de nos libertés et des conquêtes sociales si chèrement acquises dans le passé.

La menace n'est pas vaine. Une certaine maffia synarchique, obsédée par la réussite de Pinochet, le liquidateur de la démocratie chilienne, guette nos défaillances, prête à occuper le terrain que notre imprévoyance lui abandonnerait. Certes, nous ne sommes pas en Amérique du Sud, mais nous aurions tort de vouloir nous rassurer inconsidérément.

Il ne s'agit pas ici de vouloir dramatiser outre mesure, mais de montrer à travers les expériences du passé ce qui peut survenir si nous laissons le mouvement ouvrier s'effriter, s'amoindrir par les dissensions paralysantes.

On lira ci-dessous ce qui s'est tramé en 1937 pour abattre le Front Populaire et reconquérir les positions de domination que les tenants des classes dirigeantes avaient dû abandonner lors des accords Matignon de juin 1936.

Or tels ils étaient hier, tels ils sont restés. Souvenons-nous, ça n'est pas si vieux, au moment de la guerre d'Algérie, le complot des ultras de l'armée, les généraux Salan, Challe et compagnie, appuyés par les plastiqueurs de l'O.A.S. s'attaquant aux biens et aux personnes opposées à la survivance colonialiste et fomentant des attentats dont le général de Gaulle lui-même faillit être la victime.

Plus récemment sont intervenus nombre d'attentats racistes, les assassinats d'adversaires déclarés comme Henri Curiel, réfugié politique abattu par un commando d'extrême-droite en mai 78, et Pierre Goldman, tué en septembre 79 par un réseau « Honneur de la police » qui avait déjà revendiqué un attentat contre la voiture d'un responsable des services d'ordre de la C.G.T.

Dans les entreprises on ne compte plus les procédés violents et illégaux utilisés par le patronat contre les travailleurs pour tenter de les contraindre à la docilité ; élections professionnelles truquées, licenciement des délégués ouvriers régulièrement élus et autres brimades contre les droits syndicaux.

On assiste aux tentatives d'implantation de sections professionnelles d'entreprise du R.P.R. pour une action conjointe avec les syndicats jaunes de l'ex-C.F.T. (1) dont on sait les pratiques permanentes d'intimidation, de provocation, voire d'agression physique envers les récalcitrants à ses visées et dont les exploits de briseurs de grève de ses ressortissants ont encore été illustrés voici peu par la fusillade d'un piquet de grève des Verreries Champenoises, à Reims, qui fit un mort et plusieurs blessés.

On pourrait évoquer aussi les résurgences de l'idéologie dont se réclamait le national-socialisme hitlérien qui apparaissent chez les théoriciens de la « Nouvelle droite » et qui ne sont pas sans rapport avec la chasse aux sorcières politico-policière caractérisée par la modernisation des méthodes d'espionnage politique et syndical, les écoutes téléphoniques sur ordinateur central du ministère de l'Intérieur, les micros installés dans les locaux « sous surveillance » ; cela sans oublier la mise en fiches de milliers de militants, tenues à jour par les soins du service des renseignements généraux en liaison avec les directions d'entreprises et la Sécurité militaire, ce qui constitue un redoutable pouvoir de contrôle et de manipulation des individus et permet d'établir un front uni dans l'éventualité d'une offensive de grande envergure contre les libertés individuelles et collectives.

Et le tableau ne serait pas complet si on n'y ajoutait les polices d'entreprise dont les méfaits, tel le meurtre du jeune militant gauchiste, Pierre Overney chez Renault, comme ceux des milices patronales de Peugeot, Citroën et autres Simca, qui défrayent trop souvent la chronique sociale par les exactions de nervis bien entraînés et bien payés, anciens paras nostalgiques de l'O.A.S., du S.A.C., etc., tous mercenaires recrutés par des offices de placement intérimaire spécialisés dans ce genre d'opérations.

Bref, tous ces faits conduisent à faire un rapprochement entre le climat politico-social actuel et celui qui a précédé l'épisode des années trente rappelé plus haut et dont voici la relation où chacun pourra trouver matière à réflexion.

***

Nous étions en juin 1937, le gouvernement Léon Blum, un an après la plus grande grève de l'histoire du mouvement ouvrier, venait d'être renversé par les oligarchies financières qu'il n'avait pas su mettre au pas, voulant, au contraire, les rassurer en déclarant, dès son arrivée au pouvoir : « Nous serons les gérants loyaux de l'économie du pays ». Sa chute allait, en tout cas, porter un coup mortel au Front Populaire avec le gouvernement du radical de droite, Chautemps, qui prenait la relève. Et déjà, les groupements d'extrême-droite s'agitaient de nouveau impatients de prendre leur revanche sur les atteintes portées à leurs profits et à leurs privilèges par les conquêtes ouvrières.

Dissoutes par le décret du 23 juin 1936, les ligues fascistes, Croix de Feu et autres, s'étaient très légalement reconstituées peu après au sein d'un nouveau

(1) Cette même C.F.T., soutenue par nombre de parlementaires R.P.R. qui ont vainement réclamé jusqu'alors que lui soit accordé le statut d'organisation syndicale sur le plan national interprofessionnel.

groupement, le Parti Social Français, sous l'impulsion du colonel de La Rocque, qui s'était déjà illustré lors de l'organisation des journées d'émeutes de février 1934, et qui, sous le couvert de la lutte contre le communisme, ne rêvait rien de moins que de faire sauter le régime à la manière de Franco en Espagne, en vue de réaliser, par l'adjonction de la France, l'unification de la fascisation de toute la partie occidentale allant de l'Allemagne aux pays méditerranéens.

Recrutant principalement dans le milieux conservateurs, le P.S.F. avait ainsi rassemblé, en 1936, 600.000 adhérents et dépassé le million en 1937. Flanqué du P.P.F. (Parti Populaire Français), fondé par Jacques Doriot qui, rejoignant la droite par dépit après son exclusion du P.C., et, financé par elle, était parvenu à regrouper quelque 150.000 membres, il entreprenait à travers le pays une certaine agitation, formant des commandos qui intervenaient souvent agressivement soit dans les réunions adverses, soit contre les vendeurs de journaux des organisations et partis de gauche ; il organisait, pour frapper l'opinion, des rassemblements spectaculaires, des meetings — dont celui de Clichy, où la répression meurtrière de la protestation ouvrière se soldait par cinq morts et des centaines de blessés.

Cette action allait bientôt se doubler d'une tentative d'implantation dans les entreprises par la création d'une Confédération des Syndicats Professionnels Français dont l'objet inavoué était de contrer la C.G.T. en misant sur les tièdes et les timorés, nombreux parmi les cadres et les employés, et en réclamant, pour freiner le recours à la grève, le renforcement de l'arbitrage obligatoire et l'interdiction des occupations d'entreprises.

Mais bien que soutenues par toute la presse réactionnaire, hebdos, comme « Candide », « Gringoire », « Je suis partout » ; quotidiens, comme « L'Action Française », « Le Temps », « L'Echo de Paris », « Le Figaro », « Le Jour », « Le Matin », « Le Journal », « L'Epoque », « L'Intransigeant », etc., toutes ces formes d'action se heurtaient à la méfiance populaire et n'obtenaient que des succès relatifs qui ne pouvaient satisfaire les ultras qui, dans l'ombre, se hâtaient de fourbir des moyens plus expéditifs.

C'est ainsi que, le 11 septembre 1937, vers dix heures du soir, deux bombes explosaient dans le quartier de l'Etoile, au siège de deux organisations patronales, l'une, rue de Presbourg, au siège de la Confédération Générale du Patronat Français, où l'immeuble de quatre étages s'effondrait écrasant les deux agents de garde, l'autre, rue Boissière, au siège de l'Union des Industries Métallurgique et Minière de la région parisienne. Ce faisant, leurs visées étaient de faire imputer ces attentats aux milieux d'extrême-gauche, et particulièrement à la C.G.T. et au Parti communiste qui seraient alors mis hors la loi. Et, là encore, la presse de droite faisait chorus. Effectivement, de nombreuses perquisitions étaient opérées au siège des organisations ouvrières et chez les militants révolutionnaires sans qu'aucun résultat n'ait été enregistré à cet égard.

Quant aux recherches des vrais responsables par une police servile, rendue prudente et peu curieuse, par nature, concernant des personnes haut placées dans la hiérarchie sociale, il était évident qu'elles allaient vers une impasse, quand le ministre de l'Intérieur apprenait par un indicateur qu'un putsch militaire se préparait et devait avoir lieu dans la nuit du 15 au 16 novembre, à Paris et dans la région parisienne. Des enquêtes qui étaient entreprises dans toute la France, il ressortait, en effet, qu'un complot fasciste avait été ourdi par une organisation clandestine paramilitaire, le C.S.A.R. (Comité Secret d'Action Révolutionnaire), surnommé « La Cagoule », dont le but était le renversement du pouvoir légal par la force et notamment par des attentats terroristes. On découvrait l'existence d'une bonne douzaine de dépôts d'armes habilement camouflés, de même que des documents prouvant que le corps des officiers et les cadres supérieurs de l'armée, même les plus élevés, étaient largement compromis dans une vaste conjuration.

Un communiqué du 24 novembre 1937, du ministre socialiste de l'Intérieur, Marx Dormoy, révélait : « Il s'agit d'une organisation secrète paramilitaire entièrement calquée sur les services de l'armée ; elle comprend le premier, deuxième, troisième et quatrième bureau et un service sanitaire. La répartition des effectifs en divisions, brigades, régiments, bataillons, etc., montre le caractère indiscutable de guerrre civile de cette organisation ».

Des témoignages de plusieurs officiers supérieurs et de généraux, à l'instruction, il ressortait qu'une liaison étroite existait entre le corps des officiers et le C.S.A.R. La liste des personnages qui lui étaient affiliés comprenait douze généraux en service et le maréchal Pétain lui-même, dont le chef de son cabinet, le commandant Loustanau-Lacau, assurait l'organisation des fameux réseaux d'action directe.

Ces « témoins » ne cachaient d'ailleurs pas qu'il avait toute leur sympathie comme il avait l'approbation des maréchaux Franchet d'Espérey, Lyautey et des généraux Weygand, Gouraud et Niessel, membres du Conseil supérieur de la guerre.

On y retrouvait aussi, pêle-mêle, des membres actifs venus de la classe dirigeante, qui étaient aussi des bailleurs de fonds — l'argent venait également des fascistes italiens — tel Eugène Deloncle, membre du Comité Central des Armateurs de France et administrateur des Chantiers de Penhoët — qui faisait de fréquents voyages en Espagne et obtenait d'amis bien placés des prélèvements sur le matériel en provenance du Reich — la famille Michelin, Moreau de la Meuse, P.-D.G. de la Société Textile Ardennaise, Parent, administrateur de l'Union des Mines et des Consommateurs de Pétrole, Lemaigre-Dubreuil, des Huiles Lesieur, etc.

Pourtant, il apparaissait que, dans toute cette affaire, les Français, en majorité lecteurs de la grande presse endormeuse, n'avaient pas une claire conscience des projets criminels que tramaient les chefs militaires essayant de soulever l'armée d'après un ensemble de dispositions significatives. Ils étaient loin de concevoir qu'un coup d'Etat se manigançait, que des groupes de combat judicieusement répartis se tenaient prêts à répondre aux instructions qui leur seraient données de rejoindre les dépôts où ils devaient aller chercher des armes à la première alerte. Un plan des égouts de Paris avec des itinéraires tracés, aboutissant aux ministères et à la Chambre des députés, avait été établi ainsi qu'une liste des ministres et parlementaires à prendre comme otages.

N. FAUCIER

(à suivre sur d'autres exploits militaro-fascistes)

A CONTRE-COURANT PENDANT UN DEMI-SIÈCLE (suite)

Le statut moderne du travail

La lecture de la collection de la « R.P. » en 1937 et 1938 permet de découvrir les vérités profondes sous les oripeaux des propagandes et la fantasmagorie des idéologues. Les notes économiques de Louzon — lorsque le pessimisme révolutionnaire de ce génial aventurier ne lui inspirait pas des boutades explosives — éclairent parfaitement l'évolution économique et financière et les politiques gouvernementales. Et la rubrique *La Vie Syndicale* nous renseigne parfaitement sur les traits les plus saillants des luttes ouvrières.

C'est justement parce que nous ne cédions pas aux vertiges de l'actualité que nous avons pu mener des campagnes — provoquées par l'actualité — capables de promouvoir des valeurs permanentes qui éclairent l'actualité en la dépassant.

Le grand mouvement de juin 1936 clos par les accords Matignon, posait le problème d'un nouveau type de relations industrielles. Il fallait selon une formule de Simone Weil (cf. *La condition ouvrière*) remplacer « *l'esclavage dans les usines par un ordre nouveau compatible avec les libertés nouvellement acquises, avec le sentiment renouvelé de la dignité ouvrière et la camaraderie* ». Notons en passant que Simon s'inquiétait de voir les ouvriers, habitués à l'obéissance passive, obéir aux délégués élus sans discuter leurs ordres. Conséquence encore de la stalinisation des syndicats.

La loi du 31 décembre 1936 votée sur projet du gouvernement Blum, constituait à tous les échelons des « commissions paritaires de conciliation », avec intervention de l'arbitrage de l'Etat, lorsque les organisations patronales et ouvrières ne pouvaient s'accorder.

La loi du 4 mars 1938, sur projet du gouvernement Chautemps réglant la procédure des recours contre les décisions arbitrales avait aussi pour effet d'interdire l'application automatique de l'échelle mobile des salaires, appliquée depuis longtemps dans le Livre. Elle stipulait que les demandes de révision des salaires ne pouvaient être reçues qu'après six mois, si la hausse du coût de la vie dépassait 5 % — immédiatement si cette hausse dépassait 10 %.

Mais ce qui était projeté et ne fut pas voté — le ministère étant démissionnaire le 10 mars 1938 — c'était une sorte de légalisation du droit de grève. La grève devait être votée par la majorité des travailleurs concernés. Si le vote était favorable, on procédait à une sorte de neutralisation de l'entreprise. Si le vote était défavorable, la grève pouvait faire l'objet de poursuites pour « atteintes à la liberté du travail ».

Cet ensemble législatif est connu sous le titre : *Statut moderne du Travail*. Chambelland lui consacrait dans la « R.P. » du 10 février 1938 un article d'une grande portée, qui fut ensuite diffusé sous la forme d'une brochure spéciale. Notre ami s'inspirait de la doctrine constante du syndicalisme, hostile à l'arbitrage obligatoire par méfiance à l'égard de l'Etat. Si la C.G.T., malgré de sérieuses réticences et objections, s'était ralliée à cette formule, c'était parce que l'on était encore dans le climat euphorique du Rassemblement populaire (en décembre 1936). Nous avions fait observer que la loi demeure, quand les gouvernements passent. Et on pouvait constater en février 1938 que nos craintes quant à la pérennité du gouvernement Blum étaient largement vérifiées.

Mais Chambelland condamnait encore plus la fameuse neutralisation des entreprises en cas de grève. Il y a une stratégie de la lutte des classes qui tient compte de « l'effet de surprise », de déclenchement imprévu qui ne permet pas au patronat de prévenir le mouvement ou de le contrarier.

D'une manière générale, cette procédure d'arbitrage et de sur-arbitrage prolongeait abusivement les délais d'intervention et d'application, de telle manière que les satisfactions salariales obtenues étaient souvent affaiblies ou même annulées par la hausse du coût de la vie ou par des mesures patronales pendant l'intervalle entre les revendications et la décision.

Enfin Chambelland condamnait formellement l'échelle mobile... conditionnée.

Depuis quarante ans les expériences vécues prouvent que la « R.P. » avait raison en condamnant à la fois cette « stabilité » légalisée que le mouvement spontané et nécessaire néglige ou bouleverse — et surtout cette intervention de l'arbitrage gouvernemental qui se mue fatalement en... arbitraire, lorsqu'il faut désarmer la classe ouvrière. Ce qui était le plus grave dans le statut moderne du travail, ce dont nous supportons encore les effets, c'était justement cette abdication du syndicalisme incapable de se déterminer librement et d'élaborer sa propre discipline. Aujourd'hui, comme il y a quarante ans, sa renaissance impose de se libérer de l'étatisme et de la politisation... (au sens le plus avilissant du terme).

Monatte avait dit en juin 1936 : « la classe ouvrière reprend confiance en elle-même ». C'était vrai. Mais les bureaucrates, les politiciens et les idéologues portent la lourde responsabilité d'avoir dévoyé, contrarié, corrompu cette confiance rédemptrice, preuve de liberté consciente et de volonté libre.

La scandaleuse affaire Garnier-David

La « R.P. » sur l'initiative de nos amis de la Loire — Thévenon et Duperray particulièrement — fut seule à diffuser la vérité sur la scandaleuse affaire Garnier-David : des poursuites « criminelles » engagées à la suite d'une bagarre confuse dans un chantier du bâtiment à Villebœuf, où un chef d'équipe détesté pour sa violence mourut de ses blessures. La Fédération du Bâtiment et l'Union de la Loire, stalinisées avec l'appui des communistes du Bureau confédéral voulurent profiter de l'occasion pour se débarrasser de militants indociles qui avaient mené dans la Loire une lutte opiniâtre et persévérante contre la colonisation des syndicats. Nos amis dénoncèrent dans la « R.P. » les procédés ignobles employés pour obtenir la condamnation de Garnier et de

David — c'est-à-dire la fabrication de témoignages à charge, procédés classiques dont les procès contre Durand (au Havre, avant 1914), contre Tom Moony et Billings, contre Sacco et Vanzetti aux Etats-Unis, nous offrent des exemples trop connus. Ce qui pouvait encore à cette époque nous paraître inconcevable, c'est que cette abominable cuisine judiciaire fût menée, sous le patronage de grandes organisations syndicales — (cf. « R.P. » du 25 mars 1938 - 10 juillet 1938 - 10 et 25 septembre 1938 - 25 décembre 1938). Une commission d'enquête constituée au sommet de la C.G.T., dans un texte publié le 2 mars 1939, condamnait en termes modérés l'attitude de la Fédération du Bâtiment. A la veille de la guerre (cf. article de Thévenon du 10 juillet 1939) la scission dans l'Union de la Loire semblait consommée en fait. Vingt-neuf syndicats minoritaires — dont celui des Instituteurs — décidaient de suspendre leurs cotisations à l'Union des Syndicats, tant que celle-ci refuserait de prendre à sa charge la défense devant les tribunaux de Garnier et de David (Garnier fut condamné avec sursis pour « voies de fait » ; David poursuivi pour homicide fut acquitté).

Roger HAGNAUER.

CHRONIQUE ANTICLERICALE :

Lettre d'un révolutionnaire moderne à un syndicaliste passéiste

Cher camarade,

J'apprécie beaucoup la plupart des articles de votre revue qui milite avec ténacité pour un syndicalisme de classe. Seule la rubrique anticléricale m'apparaît franchement démodée, inutilement agressive et pour tout vous dire fondamentalement contestable. Foin des vieilles lunes ! Que diable ! Vous n'êtes pas sans avoir remarqué, bon dieu ! que l'anticléricalisme est toujours la carotte proposée par la petite-bourgeoisie réactionnaire au prolétariat pour le détournement de sa tâche historique... Laissons les nostalgiques du « petit père » Combes et quelques bataillons d'instituteurs et de francs-maçons vitupérer avec un sectarisme sénile mais de grâce ne joignez pas une seule voix ouvrière à ce concert déshonorant. Leurs criailleries comiques n'effraient plus personne et les problèmes importants sont ailleurs. Ne suffit-il pas d'ouvrir les yeux pour en être convaincu ? En bref, soyez dans ce domaine comme vous êtes dans les autres, c'est-à-dire lucides, modernes et tolérants. N'observez plus le présent avec le regard du passé pour ressusciter de vieilles querelles et invoquer des principes certes respectables mais qui ont fait leur temps.

En effet, la laïcité, la vraie, celle qui ne s'accommode pas des homélies grotesques contre les Eglises civiles ou religieuses est désormais, grâce à Dieu ! reconnue et admise par tous y compris nos adversaires. Préoccupez-vous plutôt des problèmes réels posés par le sous-développement, la démographie galopante des pays du Tiers-Monde, le péril nucléaire.

Permettez-moi, cher camarade, pour justifier mon propos dont vous excuserez la véhémence de m'en tenir aux faits de l'actualité. Vous en conviendrez : ce sont eux qui commandent. Je ne vous en citerai que trois pour vous suggérer combien vos préoccupations légitimes à l'époque des « hussards noirs » sont en 1980 périmées.

1er fait : Le conseil des ministres du 27 décembre dernier considérant que les fonds publics doivent être réservés à l'école publique et indigné par les prétentions exprimées par les secrétaires généraux de l'enseignement catholique n'a-t-il pas refusé de faire bénéficier les maîtres contractuels de l'enseignement privé sous contrat de leurs pensions de retraite au même âge que les maîtres de l'enseignement public et dans des conditions à peu près équivalentes ?

2e fait : En dépit des pressions intolérantes exercées par quelques prélats anachroniques et intégristes de la Congrégation pour la doctrine de la foi Sa Sainteté Jean-Paul II, s'appuyant sur le principe de la liberté religieuse reconnu par le Concile du Vatican ne s'est-il pas interdit de condamner Hans Küng, le théologien suisse bien connu qui avait osé pourtant remettre en cause le dogme de l'infaillibité pontificale et prendre des libertés (notamment celle de penser) à l'égard de Rome ?

3e fait : Celui-ci, cette fois-ci concerne l'Eglise moscoutaire dont vous devez constater la décrépitude à moins de tomber dans un anticommunisme viscéral. Interrogé le 11 janvier dernier de Moscou en direct par TF 1, le camarade Georges Marchais secrétaire général du PCF, en condamnant sans ambiguïté l'intervention soviétique en Afghanistan, n'a-t-il pas déclaré : c'est un scandale, « l'ombre de Kaboul pèse sur le mouvement ouvrier (1) » ?

Ah ! ne me dites pas, cher camarade, que mes informations sont fausses et que vous avez lu précisément le contraire dans votre quotidien préféré. Celui-ci fait une campagne agressive et éhontée menée par les journalistes au service du grand capital. Leur but est clair et leur opération de diversion évidente : réveiller les vieux monstres anticléricaux qui sommeillent dans la tête de chaque prolétaire ! Vous achetez un journal de gauche ? Ne savez-vous pas encore que la grande bourgeoisie « a largement recours à la social-démocratie pour gérer la crise et servir les forces opposées au changement ».

Je ne vous ai pas convaincu. C'est donc que vous lisez « Le Canard Enchaîné ». Méfiez-vous : c'est un repaire d'anarchistes !

Sans rancune et vive la Révolution quand même.

Jean MOREAU.

---

(1) La formule est d'E. Maire. Selon la formule consacrée, le camarade lecteur aura rectifié de lui-même.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
Tél. : 607-02-06
C.C.P. 734-99 W Paris
Abonnements (y compris Marché Commun) :
6 mois, 50 F — 1 an, 100 F
Autres pays : 6 mois, 60 F — 1 an, 120 F

PARMI NOS LETTRES

de CLARIANA (Somme) :

... Le combat que vous menez est le mien au sein du l'U.D.-F.O. de la Somme. A chaque fois que je peux, je défends la Charte d'Amiens dans son intégralité en disant que ce texte n'a pas veilli d'un iota.

Peux-tu me faire parvenir quelques tracts que tu m'as mis en encart dans la revue pous s'abonner et militer à la R.P. J'essaierai de faire de mon mieux autour de moi.

D'autre part, j'attends des précisions concernant l'Union des Syndicalistes et votre coopérative (fonctionnement, adhésions...).

J'espère que votre (notre) revue continuera de vivre pour un syndicalisme de classe, libre de toutes compromissions politiques.

---

de PRADET (Postier à Strasbourg) :

... Ici les conditions de travail sont bien plus dures qu'à Paris. Dans nos locaux, la température ne dépasse pas 5 à 6 degrés en plein hiver... Je commence un jour sur deux à 6 heures, je termine le lendemain à 19 h 30 : 6 h - 12 h ; puis 12 h - 19 h 30. Je fréquente la Fac de droit le soir, quand je peux ! Je travaille aussi le samedi et un dimanche sur trois. Comme vous le voyez, j'ai très peu de temps libre, ce qui ne m'empêche pas de penser à la « R.P. » et de lui souhaiter de continuer, de persévérer en cette année 80.

Réponse au camarade Théo Lippe :

Nous avons reçu de notre camarade Théo Lippe de Bruxelles la lettre suivante :

Bien chers camarades, chers amis,

Comme je n'ai jamais eu de secrets pour mes amis pas plus que pour les lecteurs que sont vos abonnés, je ne vous cacherai pas que la présente sera peut-être la dernière que je rédigerai en ce début d'année.

Je suppose que vous allez décider de mourir en beauté en mettant la clef sous le paillasson après trente ans de labeur.

Vous aurez constaté que je n'ai pas manqué de constance, de fidélité et de générosité tout au long des années d'épreuves qui ont émaillé mon existence.

Tant pis... si le bateau sombre maintenant et si le Comité de rédaction se délite, les responsabilités seront partagées et les survivants ne pourront pas se plaindre : ils en revivront en pensée les précieux souvenirs qu'ils trouveront dans la R.P. qui gardera des écrits de Rosmer, Monatte, Chambelland, Victor Serge, Louzon, inoubliables penseurs et écrivains talentueux. Les successeurs se résigneront à mourir puisque la R.P. n'a quasiment plus de lecteurs.

C'est pourquoi, de tout cœur mais avec beaucoup d'émotion, je vous souhaite à tous une bonne et heureuse année.

Cordial souvenir.

Notre ami Yannick Santeuil lui fait la réponse suivante qui vaut pour tous les lecteurs de la R.P.

NON, LA R.P. N'ENTEND PAS MOURIR !

Cher camarade,

Marie-Louise Marquis m'a communiqué votre lettre. Je l'ai lue avec beaucoup d'attention et de sympathie, puisque je sais qu'elle émane d'un ami de très longue date de la R.P.

Votre oraison funèbre m'apparaît cependant prématurée. A votre décharge, bien sûr, le numéro de novembre-décembre réduit à 12 pages, et l'*Entre-Nous* terriblement angoissé de Guilloré, posant ouvertement le problème de la survie de notre revue.

Je pense néanmoins que vous êtes allé un peu vite en besogne. Certes, comme le dit l'*Entre Nous* de la R.P. de janvier 1980, dont je me permets de vous faire le service : « *L'équipe d'aujourd'hui ne se dissimule pas un seul instant qu'elle a succédé à des équipes plus prestigieuses et d'abord, lourd héritage, à celle des fondateurs dont les noms sont inscrits dans l'histoire ouvrière* ».

Néanmoins, en même temps qu'elle entend conserver « *les idées, l'idéal même* » de ses fondateurs, la R.P. est décidée à s'accrocher « *aux réalités d'aujourd'hui* ».

Surmontant un vieux réflexe d'anticléricalisme ouvrier, certains de ses rédacteurs, à commencer par moi-même, considèrent que par son idéal autogestionnaire et sa volonté d'indépendance à l'égard des partis, la C.F.D.T. représente aujourd'hui en France — malgré quelques éventuelles « bavures » quasiment inévitables — l'organisation qui se rapproche le plus de l'idéal de la C.G.T. du début de ce siècle, en dépit de son absence de toute référence à la Charte d'Amiens, très antérieure au demeurant à sa création (novembre 1964) et même à la création (1919) de la C.F.T.C. dont elle est issue.

Dans la tradition du *Mouvement des 22*, la R.P. souhaiterait la réunification en une grande centrale où « réformistes » et « révolutionnaires » se coudoieraient — de même que la Fédération du Livre de Keufer côtoyait au sein de la C.G.T. d'avant 1914 les Fédérations révolutionnaires — de tous les syndicalistes libres aujourd'hui épars. Une Centrale qui regrouperait la C.F.D.T., F.O., la F.E.N. et ceux des éléments de la C.G.T. qui, plus particulièrement depuis la crise afghane, ruent dans les brancards.

Il y a eu déjà, dans cet esprit, une tentative avortée : la déclaration commune signée autrefois par Aimé Pastre (pour la C.G.T.), Roger Lapeyre (pour F.O.) et Denis Forestier (pour la F.E.N.). La *R.P.* l'avait appuyée. Elle serait prête à appuyer, aujourd'hui, une nouvelle initiative de ce genre. Certes F.O. vient de repousser dédaigneusement les avances d'Edmond Maire. Mais qui sait si les temps de la constitution d'une grande Centrale de ce type ne sont pas plus proches qu'on ne pourrait apparemment le croire ?

**

Je ne sais si vous avez lu avec suffisamment d'attention la collection de la *R.P.* à partir de janvier 1977. C'est à cette date en effet que la *R.P.* a commencé à s'ouvrir aux problèmes écologiques et, plus particulièrement à la lutte contre le péril nucléaire.

Son article sur le problème de la faim, elle l'avait écrit au retour de Montréal où, avec Marco Pannella, le leader du parti, et deux autres de ses collègues, elle venait d'assister à la cinquième session du Conseil mondial de l'alimentation des Nations-Unies. Tous quatre revenaient écœurés de ces palabres, consternés par le pharisaïsme des nantis. Celui des pays capitalistes qui ne donnent qu'à contre-cœur et au compte-gouttes. Mais aussi celui des pays prétendument socialistes qui refusent de donner, sous prétexte que l'aide internationale ne peut être qu'une forme déguisée de vassalisation des pays sous-développés par le capitalisme. Marco Pannella n'avait d'ailleurs pu se retenir de leur lancer à la figure : « Nous estimons qu'il n'est plus possible de vivre dans un monde où la civilisation nous dicte le dogme selon lequel la vie est sacrée, tandis que nous vivons dans une année de génocides qui sont certainement les plus importants que cette civilisation ait connus, y compris ceux qui ont eu lieu du fait du nazisme et du stalinisme. »

C'est pourquoi M.-A. Macchiocchi annonçait l'intention des radicaux italiens, pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs, de susciter un débat sur ce drame de la faim tant au Parlement italien, dont ils avaient réclamé et obtenu une convocation extraordinaire, qu'au Parlement européen de Strasbourg.

Le débat de Strasbourg fut précédé d'une conférence de presse à laquelle, aux côtés de Marco Pannella et de M.-A. Macchiocchi, participèrent Jacques Attali, Bernard-Henri Lévy, Roger Garaudy et Susan George, l'auteur du livre fameux *Comment meurt l'autre moitié du monde*. Des propositions y furent faites, à partir desquelles on élabora des amendements destinés à concrétiser le texte de la résolution qui serait soumise à l'Assemblée. Ils prévoyaient, entre autres, la rédaction d'une Charte des droits économiques de l'homme et d'un *Livre blanc* sur la faim dans le monde, la création de commissions d'enquête sur l'activité des multinationales, la constitution de « brigades internationales de la faim », etc.

Hélas ! Reporté à la séance finale, le débat se déroula dans la nuit du 25 au 26 octobre et fut escamoté de façon si odieuse que le correspondant du *Figaro* lui-même devait stigmatiser l'« attitude proprement scandaleuse » de l'Assemblée qui, en l'occurrence, s'était « déconsidérée ».

Les radicaux italiens n'ont pas baissé les bras pour autant. Ils ont exigé qu'un nouveau débat se déroule à Strasbourg en février. Mais ils ont tiré la leçon du « sabordage » du précédent débat. Et, dans un nouvel article du *Monde* (11-12 novembre), M.-A. Macchiocchi a proposé la création d'un organisme du type d'Amnesty International pour « enquêter, témoigner, intervenir... à partir de quelques cas précis de pays ravagés par la famine... [en dehors] de toute subordination aux pouvoirs politiques de l'Ouest comme de l'Est ». Sans négliger la pression qu'il conviendrait d'exercer sans relâche sur les responsables de tous ordres, elle faisait prioritairement appel à l'action directe et immédiate « des citoyens eux-mêmes, de tous les individus de bonne volonté ».

Le 26 novembre, le professeur Kastler, entouré de M.-A. Macchiocchi, J. Attali, B.-H. Lévy, Philippe Sollers, Marek Halter, annonçait la création du comité *Action internationale contre la faim* et présentait sa charte (1).

Comité décentralisé et apolitique, A.I.C.F. se propose deux objectifs : la sensibilisation de l'opinion publique européenne au drame de la faim et le secours immédiat et ponctuel aux victimes des famines. Ses comités locaux, constitués dans le plus grand nombre possible de communes, adopteront chacun une ville ou un village du Tiers-Monde particulièrement frappé par la malnutrition. Ils mettront sur pied un secours alimentaire par voie de collecte en argent ou en nature et enverront sur place des « brigades alimentaires et sanitaires » pour contrôler la bonne distribution des secours et faire une étude sur le terrain des besoins locaux.

Des comités locaux d'A.I.C.F. ont déjà été créés à Paris, Caen, Metz, Nancy, Strasbourg, Avignon, Marseille, Montpellier et Pau. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de l'action ainsi engagée — souhaitant qu'ils soient le plus nombreux possible à participer à l'activité de ces comités locaux, voire à prendre l'initiative de leur fondation.

(1) L'adresse du siège central d'A.I.C.F. est 13, rue d'Uzès, Paris (2e).

LISTE ACTUELLE DES SECTIONS FRANÇAISES D'A.I.C.F.

PARIS	Patrick SIEGLER-LATHROPE 12, place Vendôme - Tél. 260-34-01
CAEN	Dominique NUGUES 46, rue Desmoueux, 14000 CAEN
METZ	Mme WITTMAN Mairie de Metz, 57038 METZ CEDEX - Tél. 16 (87) 76-91-00
NANCY	Mme WORMS 8, rue Glacis, 54000 NANCY
STRASBOURG	Mme GOEME 6, rue du Marché, 67000 STRASBOURG
AVIGNON	M. QUIQUEREZ, place de la Pastière, 84470 CHATEAUNEUF-DE-CADAGNE
MARSEILLE	Pierre AGARRAT 12, rue Arnaud, 13007 MARSEILLE - Tél. 91-18-26
MONTPELLIER	Daniel BENASSAYA Le Parc des Arceaux, Bât. A 3 rue Fabri-de-Paresc, 34100 MONTPELLIER - Tél. 16 (67) 54-51-95
PAU	M. LAFOURCADE 33, rue Louis-Barthou, GELOS, 64110 JURANÇON - Tél. 16 (59) 27-13-39.

Lettre des rédacteurs de la R. P. aux militants d'A.I.C.F.

La Révolution prolétarienne (en abrégé R.P.) a été fondée en janvier 1925 par un syndicaliste révolutionnaire, Pierre Monatte, mort en 1960, quasi oublié, sauf d'une poignée de fidèles.

Pourtant Monatte, né en 1881 dans une famille modeste de la Haute-Loire, était, dès avant 1914, un des grands noms de la C.G.T. En effet, en 1909, il avait fondé une revue d'éducation ouvrière, la Vie ouvrière *dont l'actualité a paru si grande à Alain Bouc — l'ancien correspondant du* Monde *à Pékin — et à ses amis de l'*Association de Documentation ouvrière, *qu'ils en ont réédité, en 1976, la collection complète.*

Mais, alors que Léon Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T. et la majorité des dirigeants syndicalistes se ralliaient à l' « Union sacrée », Monatte restait fidèle à l'idéal internationaliste de la C.G.T. d'avant-guerre.

C'est dans les tranchées qu'il devait apprendre, en 1917, la nouvelle de la révolution russe. D'emblée, il la salua avec enthousiasme. En 1919, il recréait, mais comme hebdomadaire cette fois, la Vie ouvrière. *Au sein de la C.G.T., il était devenu, face à Jouhaux converti au réformisme, le leader principal de la tendance révolutionnaire.*

Il hésitait pourtant à adhérer au Parti communiste, né en décembre 1920 au Congrès de Tours. Et ceci, pour une large part, parce que les dirigeants soviétiques faisaient un peu trop fi, à son gré, de ce qui avait constitué un des traits originaux du syndicalismes révolutionnaires : l'indépendance des syndicats vis-à-vis de tous *les partis politiques, sans en excepter le parti socialiste.*

Il se décida pourtant à franchir le pas en 1923. Mais son séjour au Parti Communiste fut très bref. Après la mort de Lénine en janvier 1924, Staline entamait une lutte implacable pour évincer Trotsky. Les dirigeants de tous les partis communistes étaient sommés de ratifier ce règlement de comptes. Monatte et son ami Rosmer s'y étant refusés, furent donc exclus du P.C. à la fin de 1924.

C'est alors qu'ils fondèrent La Révolution Prolétarienne. *Par le choix de ce titre, ils entendaient opposer leur fidélité à une révolution authentiquement ouvrière à l'escroquerie d'une révolution confisquée par une caste bureaucratique exerçant sa* dictature *sur le prolétariat.*

Voici le texte de l'éditorial de la R.P. de février 1980

Pour faire échec à la recolonisation

JOIGNONS NOS EFFORTS A CEUX D'A.I.C.F.

(Action Internationale Contre la Faim)

De l'aide à la recolonisation, tel était le titre d'un ouvrage, déjà vieux de huit ans, que Tibor Mende, le grand spécialiste des problèmes du Tiers et du Quart-Monde avait consacré à l' « échange inégal » entre les pays économiquement avancés, industriels et à hauts revenus et les pays ex-coloniaux, arriérés et pauvres.

Depuis cette date, la situation n'a fait qu'empirer et, tout récemment, dans la conclusion de sa *Pensée anticoloniale,* Ch. A. Julien corroborait l'analyse de Tibor Mende : « Que le monde soit capitaliste ou communiste, il pratique une politique aussi égoïste, si ce n'est plus que le colonialisme de jadis ». Et il poursuivait : « Le monde des nantis ne trouve pas les moyens, par des sacrifices qui ne l'épuiseraient point, de sauver les milliers d'enfants qui meurent, chaque jour, de sous-nutrition... Mais que compte le long thrène d'agonie des populations sahéliennes aux prix des exigences financières qu'impose l'emploi des équipements militaires nécessaires à la politique dite de soutien ? Une idéologie humaniste incapable d'être humaine et une idéologie communiste dont le social est le moindre souci, annulent les progrès qu'on eût pu attendre de la décolonisation ».

⁂

« Contre l'extermination par la faim de la moitié du monde, soutenons la lutte des radicaux italiens. » C'est par ce trop modeste appel que se terminait la *R.P.* d'août-septembre dernier. Mais nous venions de boucler le numéro, lorsque avait paru, dans *Le Monde* du 14 septembre, l'article de Maria-Antonietta Macchiocchi : *Sauver les condamnés à mort* — entendez les dizaines de millions d'individus qui meurent de faim chaque année (50 millions, dont 17 millions d'enfants pour la seule année 1979).

Ancienne militante et député du P.C. italien, dont elle était l' « enfant terrible » et finit par se faire exclure en 1977, M.-A. Macchiocchi est l'auteur de toute une série d'ouvrages remarquables (*Lettres de l'intérieur du Parti, De la Chine, Pour Gramsci, Après Marx Avril,* etc.). Professeur à l'Université de Vincennes, elle a animé un séminaire de recherches sur l'histoire du fascisme. On ne s'étonnera pas qu'elle ait rejoint cet extraordinaire petit parti radical italien, dont Guilloré, dans ces colonnes, en février 1979, saluait la vitalité révolutionnaire et l'internationalisme authentique. Elle le représente au Parlement européen de Strasbourg.

Depuis cette date, il n'est guère de numéro de la *R.P.* qui n'y ait consacré une place plus ou moins grande. Certes les signatures d'Yvette Grilho et de son équipe, ainsi que celle de Michel Descarsin se sont raréfiées. Mais Pierre Aubéry, dans *ses Lettres d'Amérique* et moi-même, dans mes *Propos d'un Franc-tireur* nous sommes efforcés de prendre le relais.

Nous nous proposons maintenant de conjuguer notre action avec celle d'A.I.C.F. (Action Internationale Contre la Faim) dont, en une petite rubrique, au bas de la page 2 de son numéro de janvier 1980, la *R.P.* a annoncé la fondation, à l'initiative du parti radical italien. Les nécessités de la mise en pages nous ont contraint à réduire à ces quelques lignes un article qu'un de nos camarades avait consacré à la naissance de ladite organisation. Mais c'est l'éditoral du présent numéro qui reprend, étoffé et actualisé, cet article. Et qui le fait suivre de la liste de tous les groupements locaux déjà créés, avec l'indication du nom et des coordonnées de leurs responsables et l'invitation à nos abonnés et à nos lecteurs de participer à ce grand combat.

***

D'autre part, au cours de notre réunion du 9 février, nous avons discuté des deux propositions de notre fidèle amie Louise Cazaubon (voir sa lettre, en page 16 de la *R.P.* de janvier).

Elle suggérait la constitution d'une association des *Amis de Pierre Monatte* ou des *Amis de la R.P. :* « Donc une cotisation à la base. Le montant de la cotisation devrait évidemment dépasser le prix de l'abonnement, puisque le service de la revue devrait être assuré. *L'Union Rationaliste* fonctionne sur cette base... ». Je suggérerais personnellement que l'association s'intitule L'AMITIE MONATTE, ROSMER et LOUZON, afin d'associer au nom de Monatte ceux des deux autres grands piliers de la *R.P.* Les camarades se sont montrés favorables à ce projet qui visera, en rééditant leurs écrits principaux, à mettre fin à la double conspiration du silence qu'entretient, en ce qui les concerne, à la fois l'histoire officielle et la prétendue contre-histoire stalinienne et post-stalinienne. Nos jeunes amis de la revue d'histoire populaire *Le peuple français,* sont tout prêts, au demeurant, à nous aider à restituer à leur juste place, à leur place éminente, ces trois grands noms du mouvement ouvrier français et international.

Louise Cazaubon proposait aussi la tenue de réunions d'abonnés en province. Pourquoi pas ? Il nous suffit d'effectuer un recensement géographique précis de nos abonnés et de choisir une ville, Saint-Etienne ou Lyon par exemple pour le Centre-Est, Toulouse ou Cannes pour le Sud-Est où puisse se tenir — soit sous forme de conférence-débat, soit sous forme de repas fraternel — des réunions de ce genre. Dès le prochain numéro de la *R.P.*, nous vous ferons des propositions dans ce sens. Il est évident que, localement, il faudra que des camarades se dévouent pour résoudre le problème matériel du choix du lieu de réunion.

***

Enfin, nous avons décidé de donner un « second souffle » aux *Editions syndicalistes.* L'encart de la page 4 de la *R.P.* de janvier constituait l'amorce de cet effort. Vous pouvez constater que c'est UNE PAGE ENTIERE que le présent numéro consacre à l'indication de la dizaine d'éditeurs qui, à la suite des éditions Maspéro et Spartacus se sont engagés à nous consentir, en tant que libraires, la remise confraternelle que nous répercuterons sur nos abonnés avec des prix représentant une remise de l'ordre de 20 % sur les prix moyens pratiqués en librairie.

***

Voilà donc nos projets, cher Théo Lippe. Peut-être pensez-vous qu'ils relèvent de la mégalomanie. Nous essaierons de vous prouver le contraire. La faillite des « socialismes existants » — pour reprendre l'expression de Rudolf Bahro dans son livre *L'Alternative* — a créé, « à gauche » en Europe occidentale, une sorte de vide intellectuel que s'efforcent de combler, de façon d'ailleurs fort valable, tant le *Spiegel* ouest-allemand que *Le Nouvel Observateur* de Jean Daniel. Je crois que, sur le plan syndical, il y a, comme on dit maintenant, une sorte de « créneau » à occuper. Pourquoi la *R.P.*, avec le prestige de son long passé, ne serait-elle pas candidate à l'occupation de ce « créneau » ?

Vous êtes vraisemblablement athée ou agnostique, cher Théo Lippe — ce qui est votre droit le plus strict. Il existe pourtant, dans l'Evangile, un récit qui est connu même des incroyants les plus farouches. C'est celui de saint Thomas qui n'a consenti à admettre la résurrection du Christ qu'après avoir vérifié par lui-même les plaies des mains et des pieds occasionnées par la crucifixion. L'expression « incrédule comme saint Thomas » est, de ce fait, devenue proverbiale.

Je ne vous en voudrai nullement si vous hochez la tête, dubitativement, à la lecture de ma lettre. Mais attendez un tout petit peu encore, de grâce, avant de nous faire parvenir une nouvelle oraison funèbre.

Sur ce, camarade, je vous serre très fraternellement la main.

Yannick SANTEUIL.

Rudi DUTSCHKE

« C'était mon pote », a dit Daniel Cohn-Bendit, malgré ce qui, dans les idées, séparait les deux hommes. Et Gérard Sandoz a pu écrire, dans le premier numéro de l'année du « Nouvel Observateur » : *« On regrettera Rudi Dutschke, cet Allemand exemplaire, l'un de ceux qui n'acceptaient pas ces fameuses règles du jeu et qui, rejetant avec horreur tout consensus dans une société malade de ses crimes, se voulait résolument optimiste. »*

Depuis quelque temps, Rudi Dutschke avait rejoint le combat des écologistes. Il était présent, le 4 novembre dernier, au congrès d'Offenbach où fut décidé le principe de la création d'un « parti vert » en vue des élections législatives de l'automne 1980.

CEUX QUI S'EN VONT

ALBERT LEMIRE

Cet ami de plus de soixante ans, ce frère d'armes plus jeune que moi de quelques mois, me précède encore dans ce départ vers... « le grand large »... ou le néant, comme il m'a précédé dans les Jeunesses communistes, dans l'action sous l'uniforme pour la fraternisation des ouvriers allemands et des soldats français en 1923, dans l'opposition à la bolchevisation en 1925. Jeune métallurgiste, il travailla en usine dès son certificat d'études. Je revois ses parents... appartenant à cette classe ouvrière des 11e et 20e arrondissements de Paris, riche de l'héritage de la Commune, dont la haute vertu morale se présentait solide et claire sous le double signe de la fidélité et de la solidarité. Et pas un instant Albert n'a négligé ce patrimoine. Il a pratiqué jusqu'au bout le refus de parvenir... tout simplement, sans effort, avec d'autant plus de fermeté qu'il possédait les dons naturels d'un tribun et d'un écrivain et qu'il n'a pas cessé, pendant sa vie « laborieuse » et depuis sa retraite de s'instruire et se cultiver dans tous les domaines.

Je ne sais plus par quel hasard heureux, une rencontre fortuite dans une réunion des Jeunesses fut suivie de relations que nous voulions entretenir. A cette époque, Albert Doyen avec les *Fêtes du Peuple*, sa chorale et son orchestre (composés de jeunes travailleurs) s'efforçait de « vulgariser » (au sens noble du terme) la grande musique, et de prouver que l'esprit prolétarien et révolutionnaire s'accordait mieux avec le final de la Neuvième symphonie qu'avec les pitreries d'un Montéhus et d'un Guérard. Un soir, je rencontrai Albert devant le Châtelet, prenant place dans la fille d'attente des Concerts Colonne. Il m'avoua, avec une sorte de pudeur, que Doyen avait excité sa curiosité et qu'il voulait mieux connaître ceux qu'il avait entendus aux *Fêtes du Peuple*... Ce désir d'apprendre, de connaître, d'éprouver les plus hautes émotions, c'était bien là son originalité. Doué d'un grand talent oratoire, sa jeunesse de cœur et d'esprit se manifestait en des périodes romantiques et fougueuses. On le lui reprochait. Cela contrastait avec les phrases stéréotypées de futurs « révolutionnaires professionnels », citant Marx, Lénine, Boukharine... dont les têtes se remplirent et se vidèrent selon les variations de l'orthodoxie provisoire.

Albert voulait d'abord avoir « *une tête bien faite* ». Il voulait comprendre pour apprendre. Il lut, avec un esprit critique développé, ces maîtres dont les extraits sélectionnés composaient les versets d'un nouveau catéchisme. Et sa curiosité efficace l'entraîna hors des limites doctrinales.

Au cours de nos dernières rencontres, alors que la retraite lui accordait des loisirs fructueux, j'étais presque humilié par ses références aux ouvrages historiques, philosophiques, littéraires dont je ne connaissais même pas toujours les titres et les auteurs. Et il pouvait parler de Marcel Proust, avec notre ami Maurice Paz serviteur fidèle et lucide de l'œuvre et de la pensée du général évocateur de Combray.

J'entends d'ici quelques réflexions ironiques ou compatissantes. Encore un qui voulait s'évader! Albert était au contraire de la race de ces militants ouvriers, pionniers du syndicalisme révolutionnaire, qui emportaient dans leur musette de propagandiste, les ouvrages de Proudhon, de Bakounine, de Kropotkine et de Reclus... qui plaçaient sur leur planchette à livres des ouvrages scientifiques ou philosophiques ... perdus sur les rayons poussiéreux de bibliothèques savantes. Car cet autodidacte accompli fut un militant des plus conscients, des plus fermes et des plus courageux. Il évoquait dans un de ses articles de la R.P., notre lutte contre l'occupation de la Ruhr. En 1923, dans son régiment de tirailleurs, il fut le fondateur et l'animateur du *seul* groupe vraiment vivant chargé de la propagande parmi les soldats, en liaison avec les communistes allemands, engagés dans une bataille qui aurait pu être décisive. Je le retrouvai dans la prison de Mayence, inculpés tous deux... avec quelques dizaines de soldats français et une centaine de civils allemands, d'un complot tendant à désorganiseé l'armée du Rhin. J'ai conté l'affaire dans un des premiers numéros de la R.P. Un émissaire du centre se déplaçait en Rhénanie avec la liste calligraphiée d'adresses militaires assez arbitrairement choisies.

Mais à Paris, au bureau politique des Jeunesses (et peut-être dans celui du Parti)... un « révolutionnaire professionnel » transmettait à la Sûreté nationale les renseignements les plus confidentiels... L'émissaire du centre fut cueilli à sa descente du train, ce qui permit un vaste coup de filet dans toute l'armée. Les pauvres bougres placés par hasard sur la liste furent libérés ; nous restions huit ou neuf, militants des Jeunesse, sous l'uniforme. Après six semaines de secret, j'obtins de partager la cellule d'Albert. Ce fut une des périodes les plus enrichissantes de ma vie de militant. Maurice Paz — notre avocat — et son épouse Madeleine, nous envoyèrent des œuvres littéraires de haute valeur, que nous lisions tout haut et commentions, Albert et moi. Ensemble nous rédigions de petites notes pour l'édification de nos camarades. Nous avions même réussi à faire circuler un petit journal manuscrit : l'*Encagé*... dont Paz a peut-être conservé la collection. Mais lorsqu'il fallait parler au nom du groupe, devant nos gardiens puis devant les juges, c'était naturellement Albert qui était choisi...

Libéré, revenu à Paris avait moi, sa personnalité était trop forte pour qu'il pût s'aligner dans l'avilissement de la bolchevisation. Jacques Doriot, chargé à Moscou des consignes et des tabous, ne pouvait tolérer celui qui osait penser librement. Cet aventurier foncièrement amoral, qui devait fini en 1945 sous l'uniforme hitlérien, s'acharna contre Albert et obtint son exclusion. Albert avait délibérément choisi son camp. Il fut l'un des premiers à rejoindre la R.P. et son action s'exerça au sein de la Ligue syndicaliste, puis du Cercle syndicaliste lutte de classe... Il mena l'opposition dans la Fédération unitaire des métaux... et l'unité reconstituée il fut même membre du bureau fédéral. Après la guerre, il rejoignit la C.G.T.-F.O. et employé à l'AOIP., il défendit dans les assemblées du personnel, les principes de la coopération ouvrière, avec sa fermeté habituelle.

Mais cet être était ausi exceptionnel dans son affectivité que dans son intelligence. La mort de sa compagne, il y a quelques années, le frappa d'un coup irréparable. Il l'évoquait dans toutes ses lettres amicales et il sentait bien qu'il ne bénéficiait que d'un sursis.

Cependant, il nous laisse un héritage que nous recueillons intact et pur. Ce sont ses articles de la R.P., chargés de souvenirs, de méditations, d'engagements... portés par un style savoureux où l'on retrouve toute la verve d'un vieux gavroche parisien.

En avril 1977, il réclamait « *des salaires valables, des vrais métiers arrachant les jeunes au dégoût d'un travail idiot, puisque ajuster une pièce de mécanique, même en connaissant un peu Spinoza, c'est quelque chose et l'un n'empêche pas l'autre* ».

En septembre 1971, « *tenant à distance une trop nombreuse faune de prétendus révolutionnaires dont souvent les idées et les convictions sont plus courtes que les cheveux, évitant de sombrer dans un ouvriérisme borné* », il demandait aux jeunes travailleurs de « *s'orienter vers les vraies richesses qui n'excluent nullement les valeurs artistiques* »...

... Albert, mon vieux frère, je voudrais encore te tenir la main, alors qu'aux Fêtes du Peuple, ou dans la cellule de Mayence, nous chantions les vers de Georges Pioch sur le final de la neuvième symphonie de Beethoven :

« *Et plus haut que les patries*
Construisons l'Humanité ! »

Roger HAGNAUER.

A TRAVERS LES LIVRES

« LES VIVANTS DORMENT »

L'Appel aux vivants que publie Roger GARAUDY (1) est indiscutablement un ouvrage d'importance, concernant les sociétés modernes de consommation. Nous connaissons l'auteur, comme un croyant sincère, dont il est inutile d'être surpris par ses projets d'avenir. Pour lui, notre futur passe par une rédemption générale ; oyez plutôt son message : « Un monde dont la foi serait d'amour, cette pratique de la Foi » ; puis ensuite : « Croire en Dieu, c'est choisir la liberté comme fondement suprême de la réalité ». Ces vœux de perfection sont respectables, nous avons les nôtres ; mais, de quel dieu est-il question ? Les grandes religions, juive, chrétienne et islamique, se contentent du même, sous des noms différents. Mais toutes les autres ? Et les dieux locaux éparpillés sur tous les continents valent bien Jéhovah ? Alors nous, les pauvres utopistes qui persistons à croire, en ce siècle dément, à la perfectibilité de l'homme estimons que notre croyance vaut bien celle des autres. Notre méfiance à l'égard des religions est justifiée ; depuis la période chinoise des « Dynasties légendaires », quatre ou cinq millénaires avant notre ère, ou l' « Epoque archaïque » de l'Egypte, nous savons que les sociétés humaines ont été dominées par des clergés profiteurs. Partout, aux Indes, en Afrique, en Extrême-Orient et dans les civilisations pré-colombiennes, la domination s'exerçait de même façon. Notre auteur sait quelle force représente les croyances ; dans son important ouvrage, on découvre une brillante analyse des grandes religions, d'environ 150 pages : c'est une synthèse de haute qualité.

L'ouvrage contient un chapitre sur « Socialisme et vision du monde » ; en réalité, je dois avouer qu'il y est surtout question du pluralisme des socialismes. Une étude panoramique fait découvrir les socialismes d'Afrique, de l'Inde, de Chine et des tentatives d'Amérique du Sud, etc. Pas plus que les religions, les doctrines politiques, fussent-elles de M. Marx, ne s'exportent pas dans leur intégralité. Si elles veulent se propager, il leur faut s'adapter à l'environnement local. Le monde dit moderne, bien que mécanisé, n'est occidentalisé qu'en surface, voir l'Iran parmi d'autres. Ce chapitre « sur les socialismes » mériterait d'être discuté dans un débat public ; ce serait une très utile confrontation d'idées.

Notre désenchanté du P.C.F. propose également un plan et un programme afin de sortir de la médiocrité présente. Tous les grands sujets qui nous passionnent sont évoqués, de la futurologie à l'écologie et aux réformes sociales ; mais tout ceci n'est pas nouveau pour nous. Depuis six ou huit ans, ces problèmes ont été évoqués dans la « R.P. », sous diverses signatures de nos amis. Qu'attendait donc notre prophète pour le dire ? Pourquoi ne pas s'être libéré plus tôt de l'église de la Place Fabien ? Toujours ce côté croyant ; ayant foi dans l'agitateur nazaréen, il croyait aussi en Saint-Marchais... Quelle descente ! Actuellement il milite seul, mais libre, son livre en est la preuve. Sa séquestration, chez les Révérends Pères Prolétariens, lui a durement pesé. Maintenant il a soif de courir ; après le temps perdu, il veut agir, et ce qu'il propose renferme bien des tâches que nous préconisons.

Ce qu'il faut retenir de ce copieux volume, qui doit être discuté, c'est la bonne documentation directe de Garaudy avec les mondes extra-européens ; ses conversations avec Nasser, avec Sédar Senghor ou Julius Nyerere en Tanzanie, sans oublier Michel Alflak, Ahmed Ben Bella puis Mouammar Khadafi sont encore très utiles, bien que publiées trop tardivement. En gros, les idées du « Projet politique concret » qui termine l'ouvrage, nous en sommes partisans ; ces idées, dans beaucoup de cas, viennent de nos milieux. Mais où ma curiosité est très aiguisée, c'est de savoir comment notre nouvel homme libre va opérer pour mettre en application son programme ? Il connaît très bien, par lui-même, la nocivité des partis politiques, donc il n'en fondera pas un de plus ; il peut s'engager dans une formation existante, mais il y a des rivaux. Alors j'attends avec impatience qu'il nous décrive sa méthode.

Francis AGRY.

(1) Le Seuil éditeur. Prix : 36 F aux Editions syndicalistes.

Comme le mois dernier,
la réunion mensuelle de
l'UNION DES SYNDICALISTES
n'aura lieu que
le second samedi du mois,
soit le **samedi 8 mars,** à 15 heures

Permanences :

les lundis de 15 à 17 heures
les mercredis et jeudis de 17 à 19 heures

LETTRE D'AMÉRIQUE

Il y a des chances qu'au moment où ces lignes paraîtront les crises iranienne et afghane, qui mobilisent l'attention des *media* au début de l'année, ne se poseront plus dans les mêmes termes qu'en janvier. Il est fort probable cependant que leur message apparaîtra plus clairement, ce qui ne veut pas dire qu'il sera écouté, entendu, ni qu'il amènera les grandes puissances à réviser leurs politiques.

Le message des révolutions dites « islamiques », les soulèvements des peuples du Moyen-Orient, n'expriment rien qui ne soit bien connu des économistes, des écologistes et de tous les individus quelque peu politisés.

Le club de Rome rappelait naguère que les problèmes qui se posent à notre époque à l'humanité ne connaissent pas de frontière et pourraient se résumer en quelques phrases. Nous sommes entrés dans une période de déclin, caractérisée par l'épuisement relatif des matières premières et des sources d'énergie, au moment même où une population mondiale en expansion n'accepte plus les énormes disparités de niveau de vie qui existaient jusqu'alors. Les Etats-Unis consomment à eux seuls le tiers de l'énergie disponible dans le monde pour une population de 220 millions d'habitants, alors que la planète comptera 4,4 milliards d'êtres humains dans 20 ans alors qu'on ne sait pas encore comment on les nourrira et on les emploiera.

Il se trouve aussi que la quasi-totalité des peuples qui subsistent au-dessous de ce que nous considérons dans nos pays comme le minimum vital, sont des peuples que nous percevons comme étant « de couleur ». Une sorte de racisme de fait prévaut dans le monde qui ne manquera pas d'entraîner des réactions violentes. Pour le moment, aux Etats-Unis, le gouvernement et les « élites » socio-politiques semblent être plus conscients que les « petits blancs » de la gravité et du caractère explosif des tensions raciales. On s'en aperçoit bien depuis le début de la crise. Alors que le gouvernement et les « media » évitent de prendre des positions extrêmes ou d'exciter les passions nationales et patriotiques, on voit partout des graffiti insultants pour les Iraniens qu'on appelle ici « Camel jockeys » et l'Ayatollah Khomeiny. Si les étudiants iraniens essaient de faire connaître leur point de vue sur les campus des Universités, ils suscitent immanquablement des contre-manifestations et se font abreuver d'insultes. Mais encore une fois il semble que toutes ces expressions d'hostilité soient le fait d'éléments marginaux qui ne sont nullement encouragés par les autorités.

On sait également qu'il y a, aux Etats-Unis, plusieurs millions d'immigrants illégaux — surtout mexicains — qui subsistent en acceptant de se livrer aux travaux les plus durs, les plus déplaisants et les moins payés.

Jusqu'alors le gouvernement s'est abstenu de prendre des mesures radicales pour limiter leur afflux et hâter leur expulsion du pays. C'est que, d'une part, ils effectuent des tâches indispensables au fonctionnement du pays et que, d'autre part, le Mexique et d'autres pays d'Amérique centrale seraient plongés dans une crise économique très grave s'ils étaient rapatriés.

En dépit de toutes leurs imperfections, les Etats-Unis demeurent sans doute le seul pays au monde où tant de races, d'ethnies, de cultures, de religions et de classes sociales diverses vivent côte à côte, sans s'aimer sans doute, mais aussi sans en venir constamment aux mains, sans s'efforcer de s'expulser ou de s'anéantir mutuellement.

***

Bien que pour nous il n'y ait guère de doute que la presse américaine soit plus diversifiée, plus indépendante et plus critique des autorités, que nos journaux français, *La Revue du Journalisme* de l'Université Columbia à New York a découvert un cas où la législation française semble s'avérer plus libérale que les pratiques courantes dans leurs organes de presse. En effet la constitution des Etats-Unis stipule que le parlement ne prendra en considération aucun projet de loi suceptible de limiter la liberté de la presse. Dans une société qui ne jure que par la libre entreprise, et la libre concurrence cela signifie, entre autres choses, que les propriétaires de journaux ont toute latitude pour congédier tout journaliste qui s'est écarté de la ligne du journal ou qui tout simplement a cessé de plaire. Les Américains ont donc relevé avec surprise l'invocation, par un rédacteur en chef de *L'Express* — (qui, après sa prise en main par le financier britannique Sir James Goldsmith a changé d'orientation politique) — de la clause de conscience. Selon la revue américaine, le très « aristocratique Grumbach » (je cite ici l'expression dont elle se sert) très lié aux milieux conservateurs et au Président Giscard lui-même réclamait une indemnité de deux millions de nouveaux francs qu'il obtint, parce qu'il estimait ne plus pouvoir collaborer à un hebdomadaire dont la nouvelle ligne politique allait à l'encontre de ses engagements antérieurs.

Ce qui frappe les Américains dans la presse française c'est à la fois son extrême politisation et le fait qu'elle reçoit des subventions de l'Etat. Inutile d'insister sur la politisation de la presse, nous savons tous que *le Figaro* ne fera pas plus l'éloge du socialisme que *l'Humanité* celui du rôle régulateur de la spéculation financière. Mais il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'Etat s'est préoccupé de maintenir en vie un nombre suffisant de quotidiens pour éviter la domination de l'information par un seul point de vue. En effet entre 1946 et 1968 la moitié des titres existants avaient disparu. Depuis ils ont pu être maintenus à quatre-vingt-sept grâce à diverses mesures d'aide à la presse. Le papier est vendu aux journaux à un prix inférieur à son coût de production, les frais de composition et d'impression sont exempts de certaines taxes, la presse bénéficie de tarifs réduits de 50 % en matière de télécommunications, services postaux, et transports. Enfin les éditeurs de journaux sont exemptés de l'impôt sur le revenu s'ils réinvestissent leurs profits dans leurs entreprises. Il en résulte que les journaux français sont parmi les mieux équipés du monde. En bref l'Etat fournit environ 12 % du chiffre d'affaires de

la presse et si ces subventions disparaissaient tous les journaux parisiens à l'exception de deux ou trois d'entre eux, devraient mettre la clé sous la porte.

Tout cela laisse planer un doute considérable dans l'esprit des Américains sur l'indépendance de la presse et plus encore de l'Agence France Presse, à l'égard du gouvernement. Le seul journal dont personne ne mette en doute la parfaite liberté à l'égard des pouvoirs reste *Le Canard Enchaîné.*

Pierre AUBERY.

GUATEMALA : L'INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'ALIMENTATION LANCE UNE CAMPAGNE CONTRE LE COCA-COLA

L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes (U.I.T.A.) appelle ses 160 organisations affiliées dans 58 pays à entreprendre une action contre Coca-Cola, en raison du refus de la société d'entrer en discussion sur la répression anti-syndicale violente qui s'exerce dans son usine d'embouteillage sous licence au Guatemala, Embotelladora Guatemalteca.

Depuis les premières informations précises que l'U.I.T.A. a reçues sur la situation à Embotelladora Guatemalteca, au printemps dernier — entre autres, deux secrétaires du syndicat ont été assassinés à quelques mois de distance —, des interventions ont été faites auprès du siège de la société Coca-Cola à Atlanta (Etats-Unis) à plusieurs reprises. La société s'abrite derrière l'argument fallacieux qu'elle ne porte aucune responsabilité pour les relations sociales de ses concessionnaires. « L'U.I.T.A. ne peut accepter ce prétexte », déclare Dan Gallin, secrétaire général de l'U.I.T.A. « Nous estimons avoir le droit de demander à Coca-Cola des comptes sur les concessionnaires qu'elle choisit. »

Aujourd'hui la société se rend compte que les syndicats dans le monde ne vont pas se borner à émettre des protestations contre la répression dont sont victimes les travailleurs de Coca-Cola et leurs représentants syndicaux au Guatemala ; elle essaie d'étouffer l'affaire en faisant savoir que la concession actuelle, délivrée à un homme d'affaires texan d'extrême-droite, John Trotter, serait vendue ainsi que l'usine.

Selon Dan Gallin, « la solution n'est pas là. L'U.I.T.A. exige des garanties selon lesquelles le concessionnaire Coca-Cola, quel qu'il soit, respecte le droit des travailleurs de l'embouteillage d'être représentés par un syndicat et accepte de négocier collectivement avec ce syndicat, et qu'il n'y ait ni représailles ni licenciements ».

La campagne lancée pourrait consister, selon les pays et les possibilités, en un boycott de la consommation, des campagnes d'information, d'autres types d'action. Elle a reçu le soutien du comité directeur du comité européen des syndicats de l'alimentation, dont font partie les syndicats affiliés à l'U.I.T.A. en Europe.

Cette campagne contre Coca-Cola s'inscrit dans l'action entreprise par l'U.I.T.A. pour le respect des droits de l'homme et des droits syndicaux au Guatemala. Les travailleurs des hôtels et restaurants de l'U.I.T.A. ont déjà lancé un boycott du tourisme dans le pays.

LE PEUPLE FRANÇAIS

Nous avons déjà signalé, mais de façon beaucoup trop brève, dans une note de la *R.P.* de juin-juillet 1979 le très grand intérêt de cette revue d'histoire populaire. Nous nous proposons de parler beaucoup plus longuement d'elle et des Editions Floréal qui lui sont couplées dans un prochain numéro.

Indiquons néanmoins, dès maintenant, le sommaire du dernier numéro paru (nº 09 de janvier-mars 1980) :

— *Editorial :* Liquidation ou commercialisation de l'Histoire ?

— *Education :* Les lycées impériaux.

— *Education :* Les universités populaires.

— *Luttes ouvrières :* Méru 1909, la guerre des boutons.

— *Aux origines du Mouvement ouvrier :* Les gueules noires du Calvados au XVIIIe siècle.

— *Luttes et littérature populaires :* Le théâtre de foire au XVIIe siècle.

— *Vie quotidienne :* La corvée royale au XVIIIe siècle.

— *Notes de lecture :* Courrières 1906 : 1.100 morts. Crime ou catastrophe ? (ouvrage publié par les Editions Floréal).

Abonnement (4 numéros annuels) : Un an : 32 F. Soutien : 35 F. Etranger 35 F. Adresser les chèques au PEUPLE FRANÇAIS, 32, rue Chartraine, 27000 EVREUX (C.C.P. PARIS 22440-24 M).

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE JANVIER 1980

RECETTES

Abonnements ordinaires	3.243	
Abonnements de soutien	2.470	
Souscription	1.820	
Total des recettes	7.533	7.533
En caisse au 1-1-80		8.893,11
		16.426,11

DEPENSES

Editions Polyglottes (fact. 3e trim. — acompte 4e trim.)	12.079,30
En caisse au 31-1-80	4.346,81
	16.426,11

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Finidori (Tunisie) 200, Chambon (75) 200, Hervé (37) 250, Gauthier (13) 400, Pellet (13) 200, Borie (33) 120, G. Thomas (71) 300, C. Frossard (64) 130, Guiraudet (75) 150, Soufflet (75) 150, A. Lac (15) 150, Dufour (11) 100, Bailot (61) 120.

SOUSCRIPTION

Gavard-Gaton (38) 20, Menu (62) 50, Benistant (72) 100, Lepage (44) 50 [en mémoire de Delsol], Franc (42) 100, T. Peyre (42) 300, Perrière (75) 100, Bossière (92) 50, H. Bernard (13) 50, Roux (87) 50, Ragot (44) 100, A. Milet (75) 400, Chastan (26) 20, Delaunay (75) 100.

LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

- Ont le plaisir d'annoncer aux souscripteurs la réédition de la brochure de V. GRIFFUELHES : **L'ACTION SYNDICALISTE** (préfacée par notre ami Jean Maitron) dans la seconde quinzaine de février et, au plus tard, début mars. (Le prix de souscription ne sera maintenu que jusqu'au 1er avril. L'ouvrage passera à cette date à 20 F.)

- Vous recommandent naturellement les autres ouvrages édités par leurs soins : LA CHINE, de **Robert Louzon** (15 F), LES OUVRIERS DE SAINT-NAZAIRE, de **Nicolas Faucier** (38 F), LES TROIS PHASES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE, de **R. Guilloré** (10 F). Mais aussi POUR UNE LECTURE OUVRIERE DE LA LITTERATURE, de **Pierre Aubéry** (25 F), LA PRESSE QUOTIDIENNE, de **N. Faucier** (30 F), J'AVAIS VINGT ANS, de notre regretté camarade **René Michaud** (25 F), UN INDIVIDUALISTE DANS LE SOCIAL : HAN RYNER, de **Louis Simon** (15 F), LA SOCIETE DES LOISIRS, de **Maurice Lime** (10 F), LA DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE de **R. Louzon** (15 F), tous ouvrages que nous avions omis de mentionner dans l'encart de notre précédent numéro.

- Leur rappellent qu'ils tiennent, à leur disposition, avec une remise de l'ordre de 20 % sur les prix moyens pratiqués en librairie, les ouvrages suivants des Editions **SPARTACUS** : REPONSE A LENINE, de **H. Gorter** (16 F), LE NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER AMERICAIN, de **Root** et **Branch** (30 F), CLASSES LABORIEUSES ET REVOLUTION, de **Simon Rubak** (21 F).

- Avec la même remise de l'ordre de 20 %, les ouvrages suivants des EDITIONS **MASPERO** : AVEC LES OUVRIERS DE MAZAMET, de **R. Cazals** (56 F), LES CARNETS DE GUERRE, de **Louis Barthas,** tonnelier (52 F), ALFRED ROSMER ET LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONAL, de **Christian Gras** (36 F), LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL, de **Marie-Christine Bardouillet** (28 F), LA DEFAITE DU FRONT POPULAIRE, de **Guy Bourdé** (42 F), UNE PETITE PIERRE (L'exil, la déportation et la mort d'un ouvrier communiste italien en U.R.S.S., 1933-1939), 40 F). L'ARME ALIMENTAIRE, de **Sophie Bessis** (45 F), VIVRE ET LUTTER A LONGWY, de **Gérard Noiriel** (28 F).

- Toujours avec la même remise : les numéros 1 et 2 de la revue **L'ALTERNATIVE,** de **François Maspéro.** Le no 1 : 10 F (au lieu de 12 F). Le no 2 : 13 F (au lieu de 15 F). L'abonnement annuel (6 numéros) : 56 F (au lieu de 70 F).

Mais ce sont maintenant les ouvrages d'un **beaucoup plus large éventail d'éditeurs** que nous vous proposons cette fois :

- EDITIONS **FLOREAL** (couplées à la revue d'histoire populaire LE PEUPLE FRANÇAIS). (Ici nous vous faisons le même prix que celui que pratiquent les Editions Floréal elles-mêmes dont l'adresse, la même que celle du Peuple français, est : 32, rue Chartraine, 27000 EVREUX et le C.C.P. 13895 29 N PARIS). Dossier no 1 : LUTTES OUVRIERES (15 F). Dossier no 2 : LES PAYSANS (20 F). Dossier no 3 : LES ANNES MUNICHOISES (1938-1940) (25 F). Dossier no 4 : COURRIERES 1906, 1.100 MORTS (25 F).

Par contre, pour les éditeurs suivants, la remise est de l'ordre de 20 % comme pour **MASPERO** et **SPARTACUS** :

- LES LETTRES MODERNES : MECISLAS GOLBERG (1868-1907), de notre ami **Pierre Aubéry** (64 F).

- ATELIER MARCEL JULLIAN : MAY LA REFRACTAIRE, de **May Picqueray,** LE DIABLE DANS LE SOLEIL, de l'exilé argentin **Carlos Gabetta.**

- P.I.U.F. (Première Imprimerie Ukrainienne de France), les œuvres suivantes de dissidents ukrainiens : JE NE VOUS DEMANDE RIEN, de **V. Tchornovil** (24 F), et, du même auteur, LE MALHEUR D'AVOIR TROP D'ESPRIT (20 F), CHRONIQUE DE LA RESISTANCE, de **V. Moroz** (32 F), LE MESSAGER UKRAINIEN : ETHNOCIDE DES UKRAINIENS EN U.R.S.S. (24 F), DOCUMENTS DU GROUPE UKRAINIEN POUR L'APPLICATION DES ACCORDS D'HELSINKI (4 F), LA NOUVELLE VAGUE LITTERAIRE EN UKRAINE (16 F).

- EDITIONS **BELFOND** : LES RITALS, de **Cavanna** (42 F), LES RUSSKOFFS, du même auteur (51 F), A TRAVERS LES REVOLUTIONS ESPAGNOLES (série d'articles parus dans la R.P. de mai 1931 à janvier 1938) (9 F).

- EDITIONS **SINBAD** : UNE PENSEE ANTICOLONIALE, POSITIONS 1939-1979, de **Ch.-A. Julien** (55 F).

- EDITIONS **GALLIMARD** : les trois romans de **Claire Etcherelli** : ELISE OU LA VRAIE VIE (8,50 F), A PROPOS DE CLEMENCE (6,50 F), UN ARBRE VOYAGEUR (39 F).

- EDITIONS **R. LAFFONT** : les quatre tomes de la grande fresque historique LES HOMMES DE LA LIBERTE, de **Claude Manceron** : LES VINGT ANS DU ROI (60 F), LE VENT D'AMERIQUE (59 F), LE BON PLAISIR (56 F) et, tout récemment sorti, le tome 4 : LA REVOLUTION QUI LEVE (1785-1787) (69 F).

- EDITIONS **STOCK 2** : L'ALTERNATIVE, de **Rudolf Bahro** (36 F).

- EDITIONS DU **SEUIL** : L'AUTOGESTION, C'EST PAS DE LA TARTE, de **Marcel Mermoz** (36 F), LES SEPT SYNDICALISMES, de **Gilles Martinet** (36 F), L'APPEL AUX VIVANTS, de **Roger Garaudy** (36 F), IRAN, LA REVOLUTION AU NOM DE DIEU, de **Claire Brière** et **Pierre Blanchet** (36 F), POUR GRAMSCI, de **M.-A. Macchiocchi** (40 F) et du même auteur APRES MARX, AVRIL (27 F), enfin les œuvres suivantes non épuisées de **René Dumont** : L'AFRIQUE NOIRE EST MAL PARTIE (poche, 9 F), PAYSANNERIES AUX ABOIS (Ceylan, Tunisie, Sénégal) (30 F), L'UTOPIE OU LA MORT (25 F), LA CROISSANCE... DE LA FAMINE (23 F).

Nous faisons enfin savoir à nos lecteurs que nous tenons à leur disposition des collections complètes de LA VIE OUVRIERE d'avant 1914 : 110 numéros (dont 6 numéros doubles), 7.552 pages, rééditée en fac-similé, en 1976, par **Alain Bouc** — l'ancien correspondant du **Monde** à Pékin — et ses amis de **l'Association de Documentation ouvrière.**

Le prix est évidemment élevé : 1.500 F, mais nous consentirions éventuellement des facilités de paiement à nos abonnés que tenterait une telle acquisition.

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, 75012 Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE
Commission paritaire : no 62.443